

DECATHLON

Société Européenne
Au Capital de 10 700 000 Euros
Siège Social : 4, boulevard de Mons
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS LILLE METROPOLE 306 138 900

ASSEMBLEE GENERALE DU 4 JUIN 2025

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2024

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre société à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront dans leur rapport toutes les informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous apporter toutes les précisions et tous les renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Nous reprenons ci-après les différentes informations, telle que la réglementation le prévoit.

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX

I – SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE

En 2024, le Groupe Decathlon a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires de 3,8 % par rapport à 2023, atteignant 16,2 milliards d'euros. Les ventes numériques ont représenté 20 % du chiffre d'affaires total, englobant l'e-commerce, les marketplaces et les commandes connectées en magasin. Des mesures rigoureuses de contrôle des coûts ont permis de maintenir des prix abordables pour les clients malgré l'inflation. Le Groupe a poursuivi son expansion internationale, avec des investissements significatifs prévus en Inde et en Allemagne pour développer le réseau de magasins et les capacités de production.

En matière de durabilité, le Groupe Decathlon a réduit ses émissions de CO₂ de 13 % depuis 2021, alignant sa trajectoire de décarbonation sur les Accords de Paris et le standard Net Zéro. Le Groupe a intensifié sa collaboration avec des partenaires industriels pour décarboner les processus de production et développer des modèles d'économie circulaire. En 2024, 48,5 % des produits vendus ont bénéficié d'une démarche d'éco-conception, 1,35 million de produits de seconde main ont été vendus, et 3 millions de produits ont été réparés dans 1 730 ateliers. Le Groupe Decathlon a également consolidé sa position de leader dans les services de location, avec 50 % de parts de marché en Italie et en Espagne.

Sur le plan humain, le Groupe Decathlon a renforcé son engagement en faveur de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion. En 2024, l'entreprise comptait près de 101 000

coéquipiers répartis dans 79 territoires, représentant 86 nationalités. Des efforts ont été déployés pour augmenter la représentation des femmes dans les rôles de direction, avec l'objectif d'atteindre 50 % de femmes leaders d'ici 2026. En 2024, 93 % des coéquipiers se sont déclarés fiers de travailler pour l'entreprise, reflétant une culture d'entreprise positive et inclusive.

Par ailleurs, le Groupe Decathlon a accéléré le développement de **Pulse**, son fonds d'investissement dédié aux start-ups innovantes dans le sport et la durabilité. Le Groupe a renforcé ses **partenariats stratégiques**, notamment avec des acteurs du textile et des nouvelles technologies, afin de favoriser l'innovation produit et la réduction de l'empreinte carbone tout au long de la chaîne de valeur. **Le Groupe Decathlon est également partenaire officiel des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024**, mettant en avant son engagement en faveur du sport accessible et durable à travers le développement d'équipements et services dédiés aux athlètes et au grand public.

Ainsi que vous pouvez le constater, l'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à **1 466 714 306 €**.

Le total des produits d'exploitation s'élève à **2 071 719 242 €**, le total des charges d'exploitation ressort à **1 784 662 836 €** après dotation aux provisions et amortissements.

Le résultat d'exploitation ressort à **287 056 407 €** contre **300 661 257 €** pour l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôt s'élève à **1 191 630 500 €**, contre **1 471 311 464 €** au titre de l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'élève à **-7 280 285 €**, contre **-59 702 583 €** pour l'exercice précédent.

La participation des salariés aux résultats de l'entreprise a été provisionnée pour un montant de **31 904 675 €**. L'impôt sur les sociétés de l'exercice s'élève à une somme de **100 775 374 €**.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité de l'exercice écoulé se traduit ainsi par un résultat bénéficiaire de **1 051 670 166 €**. Ce résultat se trouve en baisse par rapport à celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à **1 289 451 980 €**.

II- EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Des changements de gouvernance ont eu lieu dans la Société, avec le renouvellement d'une partie du Conseil d'Administration dont M. Julien Leclercq a pris la présidence en remplacement de M. Fabien Derville, et un changement de Directeur Général, M. Javier Lopez prenant la suite de Mme Barbara Martin Coppola.

III- ACTIVITÉ EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Chez DECATHLON, l'innovation est pragmatique : rendre le sport accessible à tous ; quel que soit le niveau ou la discipline. Les équipes mettent le sportif au centre de la démarche et se concentrent sur les innovations d'usage. Elles innoveront à travers des produits accessibles, astucieux, pratiques et singuliers.

Les produits innovants des marques de DECATHLON sont le fruit de réflexions approfondies de la part des équipes de conception. Le point de départ de ce travail est toujours le même : l'observation et l'écoute des sportifs sur leurs lieux de pratique. C'est de leurs besoins que naissent les idées, puis les prototypes et enfin le produit. La convergence des connaissances sur les besoins d'usage et les besoins physiologiques des sportifs, étudiés en interne par le centre de Recherche & Développement SportsLab,

permet à DECATHLON de répondre à diverses problématiques, puis d’imaginer et proposer des produits adaptés au mieux à chaque discipline et à la majorité des pratiquants.

Nous vous rappelons que 35 nouveaux brevets ont été déposés en France en 2024, et 37 extensions de brevets ont été déposées à l’étranger soit une diminution de l’ordre de 27 % par rapport à 2023.

IV – EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES D’AVENIR

Relativement satisfaits des résultats de l’exercice écoulé, nous allons cependant porter tous nos efforts au développement de notre chiffre d’affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

V – PROPOSITION D’AFFECTATION DU RESULTAT

Les comptes annuels de l’exercice social clos le 31 décembre 2024, tels qu’arrêtés par le Conseil d’Administration, font ressortir un bénéfice net comptable de 1 051 670 166,23 €, que nous vous proposons d’affecter de la manière suivante :

- Une somme de	10 000,00 €
Au poste « Réserve légale »	
- Une somme de	454 403 786,18 €
A titre de Dividendes	
(soit un dividende unitaire de 7,09 € par action)	
- le solde, au poste « Autres Réserves »	
soit la somme de	597 256 380,05 €
Total =	1 051 670 166,23 €

Cette distribution de dividende de 454 403 786,18 €, soit 7,09€ par action, ouvrirait droit au profit des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France à un abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant, pour les personnes ayant opté pour l’imposition au barème progressif de l’impôt sur le revenu.

Si à la date de mise en paiement, la Société détenait certaines de ses propres actions, le montant correspondant à la distribution de dividende non versée au titre de ces actions serait porté au compte « Report à Nouveau ».

VI – RAPPEL DES DIVIDENDES ANTÉRIEUREMENT DISTRIBUÉS

Nous vous rappelons le montant du dividende par action distribué au titre des trois exercices précédents. Il est également précisé le montant des distributions de réserves effectuées au titre de ces exercices, savoir :

Exercice	Dividende prélevé sur le résultat	Dividende prélevé sur les réserves	Distribution totale	Abattement fiscal de 40 %
2021	71,29 €*	0 €	63,40 €*	25,36 €*
2022	6,30 €**	6,30 €**	12,60 €**	5,04 € **
2023	6,30 €**	0 €	6,30 €**	2,52 €**

*avant la multiplication des actions ordinaires et des actions de préférence par 10

** après la multiplication des actions ordinaires et des actions de préférence par 10

VII – EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DE L'ENDETTEMENT AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITÉ DES AFFAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al. 3 du code du commerce, nous vous apportons les indications suivantes :

A la clôture de l'exercice 2024 :

- 974 millions d'euros de cash était disponible sur les comptes de Decathlon SE,
- 465 millions d'euros de dette sont tirés.
- 2 160 millions d'euros de lignes sont disponibles et non utilisées (*dont 1 150 millions d'euros de lignes confirmées*).

L'année a été marquée par une position de trésorerie nette excédentaire moyenne.

Malgré cette position excédentaire nous conservons nos quatre objectifs principaux afin de sécuriser et d'optimiser la liquidité groupe, qui sont les suivants :

- augmenter la part de financement désintermédié,
- optimiser nos coûts de financement et de placement (en négociant les taux auprès de nos partenaires bancaires),
- sécuriser la liquidité dans un contexte de crise financière ou sanitaire,
- maintenir la maturité moyenne de notre dette.

VIII – INDICATION SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du code du commerce, nous vous rappelons également que notre société réalise une partie de ses achats hors zone euro, et, à ce titre, est exposée au risque de variation du cours des devises des pays dans lesquels nous réalisons ces opérations.

Aussi nous disposons d'une couverture de risque de change commercial destinée à protéger le Groupe des fluctuations des devises étrangères utilisées. Cette couverture est d'un montant de 13 846 millions d'euros.

IX – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al. 4 du code du commerce, nous vous indiquons que les principaux risques, auxquels pourrait être confrontée la société, sont notamment les suivants :

Risques relatifs au marché de la vente au détail d'articles de sport

- Risques relatifs à l'environnement macro-économique

Les facteurs macro-économiques généraux sur le marché de la vente au détail d'articles de sport, sur lequel opère DECATHLON SE, qui échappent à son contrôle, peuvent affecter défavorablement les prévisions et la performance réelle.

Ces facteurs sont les suivants :

- Les produits intérieurs bruts,
- Les taux d'intérêts,
- La conjoncture économique,

- Le niveau d'inflation et de déflation des produits de consommation,
- Le prix moyen du pétrole,
- Le crédit à la consommation et le niveau d'endettement,
- Les taux d'imposition,
- Les taux de chômage,
- Tout autre facteur ayant un impact sur le moral et les dépenses des consommateurs.

Ces facteurs peuvent affecter défavorablement le moral et les dépenses des consommateurs.

Le principal objet de DECATHLON SE est la vente d'articles de sport, qui ne correspondent pas à des besoins de première nécessité. Lors de périodes durant lesquelles le revenu disponible baisse ou l'économie est aléatoire, les achats de ces produits par les consommateurs peuvent varier à la baisse.

- Risques relatifs à la concurrence sur le marché de la vente au détail d'articles de sport

DECATHLON SE est en concurrence avec d'autres groupes spécialisés dans la vente au détail d'articles de sport, et avec les groupes de grande distribution, par le biais de magasins, d'hypermarchés, d'internet et d'enseignes de hard discount sur le marché mondial.

La concurrence sur le marché de la vente au détail d'articles de sport commence à s'accroître du fait des éléments suivants :

- Le développement des concurrents existants,
- L'implantation de nouvelles enseignes étrangères de grande distribution et de distribution spécialisée,
- Le nombre croissant de magasins de hard-discount qui augmentent significativement la pression sur les prix.
- Les principaux facteurs sur lesquels DECATHLON SE doit mettre l'accent pour rester compétitif :
 - La sélection des marchandises et leur qualité,
 - La politique des prix,
 - La localisation et l'accessibilité de ses magasins,
 - Les services aux clients,
 - La notoriété des marques.

- Risques relatifs aux phénomènes économiques, sociaux et institutionnels

Le marché de la vente au détail d'articles de sport peut être affecté par des phénomènes sociaux et institutionnels sur le court et long terme, qui sont :

- L'âge moyen de la population,
- Le taux de natalité,
- Le régime fiscal des activités commerciales.

X – RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Au cours de l'exercice 2024, la société a racheté 176 417 actions de préférence ce qui porte à 283 180 actions ordinaires et 276 613 actions de préférences le nombre d'actions propres détenues par la société au 31 décembre 2024 afin de lui permettre de faire face à la levée des plans d'actions gratuites arrivant à échéance.

La société ne dépasse pas le seuil de 10% de détention d'actions propres.

XI – DEPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge

des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code, à hauteur de 395 967 €.

XII – ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2024, la participation des salariés au capital social de la société est de 14,78 % du capital social.

La société n'étant pas cotée sur un marché réglementé, elle n'est pas soumise aux obligations concernant l'identité des personnes détenant une participation significative dans la société et les modifications de cette participation intervenue au cours de l'exercice.

XIII – OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS RÉSERVÉES AU PERSONNEL

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, aucune option d'achat d'actions n'a été consentie ou exercée.

XIV – ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, il a été attribué 134 544 droits à action attribués gratuitement.

En outre, 34 372 droits à action attribués gratuitement en juin 2019 ont été acquis le 16 mai 2024 au prix unitaire de 196.03 €, 7 103 droits à action attribués gratuitement en juin 2019 ont été acquis le 16 mai 2024 au prix unitaire de 196.03 €, 127 182 droits à action attribués gratuitement en juin 2021 ont été acquis le 16 mai 2024 au prix unitaire de 196.03 € et 4 665 droits à action attribués gratuitement en juin 2022 ont été acquis le 16 juin 2024.

XV – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Les informations à ce niveau vous sont données dans la partie du rapport relative aux comptes consolidés.

XVI – INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L 441-6-1, al. 1 du code de commerce, nous vous précisons, en annexe - I -, les informations sur les délais de paiement appliqués à nos fournisseurs et à nos clients.

XVII – IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Conformément aux dispositions légales, une déclaration de performance extra-financière, annexée au présent rapport de gestion, centralise l'information sociale et environnementale que nous vous devons, présentant les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société, incluant, notamment, les conséquences sur le changement climatique de son activité et de l'usage des biens et services qu'elle produit, ainsi que ses engagements dans le cadre de la lutte contre les discriminations et la promotion des diversités et en faveur de l'économie circulaire, ainsi que les accords collectifs conclus dans l'entreprise et impacts de ceux-ci sur sa performance économique ainsi que sur les conditions de travail des salariés.

Ces informations et notre déclaration de performance extra-financière ont fait l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant accrédité. Le rapport de cet organisme vous a été transmis en même temps que le rapport de gestion.

XVIII – PLAN DE VIGILANCE

En application des dispositions de l'article L. 225-102-4 du Code de commerce, les informations concernant le plan de vigilance de la Société reprenant les mesures raisonnables propres à identifier les risques, et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que son environnement, figurent dans un rapport dédié fourni en Annexe.

XIX – AUTORISATION DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Conformément aux dispositions des articles L 225-35 et R 225-28 du Code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 24 juin 2024, le Directeur Général à consentir, avec faculté de délégation, des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un montant maximum annuel de CENT CINQUANTE MILLIONS (150 000 000) d'euros, dont :

- QUINZE MILLIONS (15.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice d'établissements financiers,
- TROIS MILLIONS (3.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice de bailleurs,
- VINGT CINQ MILLIONS (25.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice d'administrations fiscales et douanières européennes. Ce montant étant ramené à 5.000.000 € maximum pour les administrations hors Europe.

Cette autorisation a été donnée pour une durée d'un an.

XX – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

La société n'exploite pas d'installations classées, susceptible de créer des risques très importants pour la santé et la sécurité des populations voisines et pour l'environnement.

XXI – INFORMATIONS DIVERSES

Conformément aux dispositions de l'article L. 464-2, I du code du commerce, nous vous informons que la société n'a fait l'objet d'aucune condamnation pour pratiques anticoncurrentielles.

Conformément aux dispositions de l'article L. 511-6, 3bis, al 2 du code du monétaire et financier, nous vous informons qu'aucun prêt interentreprises n'a été mis en place.

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

XXII – SITUATION ECONOMIQUE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Situation économique et activités des sociétés du groupe

DECATHLON a poursuivi son évolution en 2024. Le chiffre d'affaires (consolidé) s'est élevé à 16,2 Milliards d'euros contre 15,6 Milliards d'euros en 2023, soit une progression de 3,8 %.

Le résultat net consolidé de 2024 s'élève à 823 M€, contre 798 M€ lors de l'exercice précédent.

Vente au détail en ligne

Nos ventes e-commerce (hors Pulse) ont représenté 14,7 % de notre chiffre d'affaire consolidé en 2024.

Faits marquants à l'international

En 2024, DECATHLON a continué à explorer de nouvelles opportunités.

Dans le cadre du développement de la stratégie Wholesale, Decathlon a construit un modèle de Wholesale Governance permettant de valider et sécuriser les collaborations avec des distributeurs potentiels. Cette approche garantit que chaque partenariat repose sur des bases solides, en cohérence avec les cadres juridiques et stratégiques de l'entreprise, renforçant ainsi la confiance et la pérennité de nos relations commerciales. Par ailleurs, nous avons poursuivi l'accélération de cette stratégie grâce à la signature de partenariats majeurs, incluant à la fois des distributeurs physiques et des marketplaces externes, renforçant notre présence à l'international et nous permettant de toucher un public toujours plus large.

Enfin, avec l'ouverture de 11 nouvelles franchises, nous célébrons notre implantation réussie dans de nouveaux territoires tels que le Kazakhstan, le Costa Rica et le Paraguay, marquant ainsi notre développement dans des marchés dynamiques à travers des ouvertures particulièrement prometteuses

Ces éléments témoignent de l'agilité des équipes de DECATHLON et de la transformation de notre business model.

Développement durable

Le développement durable est considéré comme essentiel pour l'avenir de DECATHLON. Le groupe ne mettra pas cela en attente. Au contraire, il accélère.

DECATHLON s'intéresse de plus en plus à l'identification des leviers de réduction d'impact CO2 scope 3 inhérents au développement de ses produits. Cela signifie une plus grande concentration sur l'écoconception, y compris en ce qui concerne l'utilisation et le développement de certains composants.

La performance économique est considérée comme vitale si DECATHLON veut tenir ses engagements sociétaux en matière de développement durable, mais il est largement admis que les performances économiques futures de l'entreprise dépendront largement de sa capacité à relever ce défi unique.

Evolution de nos magasins

Au 31 décembre 2024 le groupe DECATHLON compte 1 830 magasins répartis dans 56 pays (hors franchise). Au cours de l'année 106 nouveaux magasins ont été ouverts et 38 ont été fermés.

Rétrospective France

L'année 2024 fut sportive à tous les niveaux.

Dans le prolongement de l'année 2023 et du lancement du nouveau projet de l'entreprise, cette période particulière a poussé DECATHLON à repenser sa façon de faire du commerce, à développer plus rapidement certains savoir-faire. Ces années sont, pour DECATHLON France, des vecteurs d'accélération de transformations.

Perspectives d'avenir

Relativement satisfaits des résultats de l'exercice écoulé, nous allons cependant porter tous nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

Les comptes annuels consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration, font ressortir un bénéfice net consolidé de 823 Millions d'euros contre 798 Millions d'euros pour l'exercice précédent.

XXIV – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Des changements de gouvernance ont eu lieu dans le Groupe, avec le renouvellement d'une partie du Conseil d'Administration dont M. Julien Leclercq a pris la présidence en remplacement de M. Fabien Derville, et un changement de Directeur Général, M. Javier Lopez prenant la suite de Mme Barbara Martin Coppola.

XXV – PRÉSENTATION DES COMPTES

Les règles et méthodes retenues pour l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2024 sont identiques à ceux de l'exercice précédent (normes IFRS).

XXVI – PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE

L'annexe des comptes consolidés vous donne toutes les informations concernant les entrées et sorties du périmètre de consolidation du groupe.

XXVII – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau annexé à notre bilan vous donne toute information concernant les principales filiales et participations de notre société.

XXVIII– PRISES DE CONTRÔLE ET PRISES DE PARTICIPATION AU COURS DE L'EXERCICE

S'agissant des filiales et participations, nous vous avons présenté leur activité lors de notre exposé sur l'activité de la Société, le détail des informations financières est précisé au sein de l'annexe des comptes annuels.

PRISES DE PARTICIPATIONS

Au cours de l'exercice, nous avons procédé aux prises de participation suivantes :

- Footbar (France), pour 2,87 %
- Recyc'Elit (France) pour 2,6 %
- Acts & Facts (France), pour 11,11%.

PRISES DE CONTROLE

Au cours de l'exercice écoulé, nous avons acquis 100 % du capital de la société allemande BERGFREUNDE GmbH, et racheté les 30% restant de la société AVANIS (Alltricks) pour en devenir seul actionnaire. Nous avons également racheté notre franchisé indonésien, exploitant 2 magasins (Decathlon Retail Indonesia).

XXIX – PARTICIPATIONS RÉCIPROQUES

Aucune aliénation d'actions n'a été effectuée au cours de l'exercice écoulé en vue de mettre fin à des participations croisées illicites.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

XXX – OPTION CHOISIE POUR L'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le mode d'exercice de la Direction Générale n'a pas été modifié au cours de l'exercice 2024.

XXXI – SITUATION DES MANDATS

Madame Barbara MARTIN COPPOLA a occupé les fonctions de Directrice Générale au cours de l'exercice 2024, et ce depuis le 21 mars 2022. Elle était accompagnée de cinq Directeurs Généraux Délégués : MM. Jean-Marc LEMIERE, Franck VIGO, Steve DYKES, Fabien BROSSE et Javier LOPEZ. Aucun de ces mandats n'a évolué au cours de l'exercice 2024.

Les mandats des administrateurs n'ont également pas été modifiés en 2024.

XXXII – LISTE DES FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS POUR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL

DIRECTEUR GÉNÉRAL / DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

Barbara MARTIN COPPOLA (Directrice Générale)	-	Pas d'autre mandat
Jean Marc LEMIERE, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
Fabien BROSSE, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
Javier LOPEZ, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
Steve DYKES, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
Franck VIGO, (Directeur Général Délégué)	-	Président de Decathlon Pulse

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fabien DERVILLE (Président du Conseil)	Gérant : - FADEREL SARL - JABA 2006 SC - LAVILLE SC - ACANTHE - CIMOFAT
--	--

- VALOREST
- SOLIANCE
- DELTAMIKE

Président

- SURLEBRICO

AFIR Holding & Management
(Administrateur)

- Pas d'autre Mandat

SURHOLYMPIADES
(Administrateur)

- Membre du conseil de surveillance
SOPARTHLON B SCA
- Présidente de la Société COROT SAS

Caroline MULLIEZ
(Administrateur)

Gérante :

- ACANTHE
- CIMOFAT
- VALOREST
- SOLIANCE

Présidente

- SURBOLEM

Julien LECLERCQ
(Administrateur)

SCI METROPOLYS: Gérant
SCI HAPPY FLAT: Gérant
SCI HAPPY HARRY: Gérant
SCI HAPPY MARCUS: Gérant
SCI HAPPY ORSO: Gérant
LTI International: Gérant
Administrateur ("Director") chez Intrepid Group
PTY Ltd
Président du conseil d'administration d'AFIR
Administrateur de SOGEFIR SA
Membre du conseil de Surveillance de
SOPARTHLON B

Fabrice LISARDI
(Administrateur)

- Présidente du Conseil de Surveillance du
FCPE DECAVAL

Pascal DELAHOUSSE
(Administrateur)

- Pas d'autre Mandat

XXXIII – CONVENTIONS SIGNIFICATIVES CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE FILIALE

NEANT.

XXXIV – TABLEAU DES DELEGATIONS

Il n'y a pas, à la date de clôture, de délégations en cours données par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration pour procéder à des augmentations de capital.

XXXV – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons de bien vouloir approuver le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce.

XXXVI – JETONS DE PRÉSENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous proposons de bien vouloir statuer sur le montant des jetons de présence alloués au conseil d'Administration pour l'exercice en cours, et les exercices ultérieurs, que nous vous proposons de fixer à 300 000 euros.

*

* *

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Fait à Villeneuve d'Ascq,

Pour le Conseil d'Administration
Monsieur Julien LECLERCQ
Président du Conseil



Annexe 1 - Rapport de gestion 2024

Tableau des résultats des 5 derniers exercices

Annexe - Art R225-102 du Code de commerce

Exercice	2019	2020	2021	2022	2023
Capital social	10 450 000 €	10 450 000 €	10 500 000 €	10 600 000 €	10 600 000 €
Actions ordinaires	5 514 247*	5 514 247*	5 514 247*	5 514 247*	55 142 470**
Actions de préférence	830 863*	830 863*	848 347*	886 218*	8 862 180**
Actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
Chiffres d'affaires HT	2 048 621 509	1 864 798 923	1 509 868 125	1 492 576 287	1 411 598 014
Résultat avant impôts	604 438 868	504 578 687	773 960 406	1 056 092 855	1 471 311 464
Participation des salariés	20 783 483	19 629 490	33 160 015	36 996 966	31 973 900
Dotations aux amortissements et provisions	185 486 436	273 789 596	152 326 338	333 426 483	236 385 852
Impôts sur les bénéfices	87 087 099	85 066 429	112 670 645	94 206 479	90 183 001
Participation des salariés due au titre de l'exercice	20 637 375	19 840 785	33 420 355	37 315 572	32 194 763
Résultat après impôts	458 237 555	426 046 599	580 290 830	913 554 949	1 289 451 980
Résultat distribué	0	402 279 974	453 589 326	403 229 295	403 229 295
Résultat distribué par action	0 €	63,40 €*	71,29 €*	6,30 €**	6,30 €**

*avant la multiplication des actions ordinaires et des actions de préférence par 10

** après la multiplication des actions ordinaires et des actions de préférence par 10

BILAN CONSOLIDE

		31/12/2024	31/12/2023
En K€	Note		
Goodwill	Note 5.3	106 085	29 018
Immobilisations incorporelles	Note 9.1	432 497	249 868
Immobilisations corporelles	Note 9.2	3 000 106	2 883 083
Droits d'utilisation	Note 9.3	2 660 010	2 852 744
Entités mises en équivalence	Note 5.5	23 536	19 924
Instruments dérivés actifs non courants	Note 18.2	34 864	23 949
Actifs financiers non courants	Note 10	130 762	101 140
Actifs d'impôt différé	Note 8	770 763	863 882
Total actifs non courants		7 158 624	7 023 609
Stocks	Note 11	3 040 078	2 968 246
Créances clients	Note 12	290 352	251 202
Créance d'impôt courant	Note 8	79 310	88 912
Instruments dérivés actifs courants	Note 18.2	218 353	34 635
Autres créances courantes	Note 12	437 823	459 848
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 13	2 054 004	2 184 525
Total actifs courants		6 119 919	5 987 368
Total des actifs		13 278 543	13 010 977
Capital social	Note 14.1	10 700	10 600
Primes d'émission	Note 14	288 131	273 231
Réserves	Note 14	3 963 762	4 317 081
Résultat net de l'exercice	Note 14	824 913	800 906
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	Note 14	5 087 506	5 401 818
Participations ne donnant pas le contrôle	Note 5.4	- 156	13 713
Total des capitaux propres		5 087 351	5 415 531
Emprunts et dettes financières non courants	Note 16	127 102	151 514
Dettes de loyers non courantes	Note 9.3	2 371 958	2 505 695
Passifs non courants liés aux avantages du personnel	Note 6.3.3	122 713	105 875
Provisions pour retraites	Note 6	52 766	47 635
Provisions	Note 15	144 288	117 515
Instruments dérivés passifs non courants	Note 18.2	3 039	5 141
Autres passifs financiers non courants	Note 16	7 221	5 690
Passifs d'impôt différé	Note 8	664 116	680 481
Passifs non courants		3 493 203	3 619 547
Emprunts et dettes financières courants	Note 16	774 158	255 179
Instruments dérivés passifs courants	Note 18.2	83 017	124 843
Dettes de loyers courantes	Note 9.3	512 359	576 372
Passifs courants liés aux avantages du personnel	Note 6.3.3	479 829	437 572
Dettes fournisseurs	Note 17	2 025 036	1 800 725
Passifs d'impôt courant	Note 8	82 860	74 944
Autres passifs courants	Note 17	740 730	706 266
Passifs courants		4 697 990	3 975 900
Total des passifs		8 191 192	7 595 447
Total des capitaux propres et passifs		13 278 543	13 010 977

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En K€	Note	2024	2023
Chiffre d'affaires	Note 6.1	16 207 285	15 615 289
Autres produits		-	-
Achats consommés	Note 6.2	- 8 829 752	- 8 551 686
Autres achats et charges externes	Note 6.2	- 1 912 391	- 1 781 010
Charges de personnel	Note 6.3	- 3 255 078	- 3 102 469
Amortissements des immobilisations corporelles & incorporelles et droits d'utilisation	Note 6.2 & 9	- 916 612	- 893 966
Taxes	Note 6.2	- 108 116	- 101 748
Autres charges	Note 6.2	- 61 868	- 54 380
Résultat opérationnel courant		1 123 468	1 130 031
Produits opérationnels non courants	Note 6.3.6	59 503	524 544
Charges opérationnelles non courantes	Note 6.3.6	- 57 141	- 462 774
Résultat opérationnel		1 125 830	1 191 800
Produits financiers		863 392	269 154
Charges financières		- 848 750	- 392 763
Produits ou charges d'hyperinflation		1 704	-
Résultat financier	Note 7	16 346	- 123 609
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)	Note 5.5	2 355	- 337
Résultat avant impôt		1 144 531	1 067 855
Charge d'impôt sur le résultat	Note 8.1	- 321 071	- 270 099
Résultat net de la période		823 461	797 756
Résultat de la période attribuable aux :			
Part du groupe		824 913	800 906
Participations ne donnant pas le contrôle		- 1 452	- 3 150

DECATHLON
Société Européenne
Au capital de 10 700 000 €
Siège social : 4, Boulevard de Mons
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS LILLE METROPOLE 306 138 900

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EN DATE DU 4 JUIN 2025

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide d'affecter le bénéfice de l'exercice social clos le 31 décembre 2024, s'élevant à **1 051 670 166,23 €** de la manière suivante :

- Une somme de **10 000,00 €**
Au poste « **Réserve légale** »

- Une somme de **454 403 786,18 €**
A titre de **Dividendes**

(soit un dividende unitaire de 7,09 € par action)

- le solde, au poste « **Autres Réserves** »
soit la somme de **597 256 380,05 €**

Total = **1 051 670 166,23 €**

Le montant du dividende ci-dessus tient compte de toutes les actions existantes.

Si à la date de mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses propres actions, le montant correspondant au dividende non versé au titre de ces actions serait porté au compte « Report à Nouveau ».

Le revenu global procuré par action s'élèvera à 7,09 € représentant le dividende distribué. Ce dividende ouvrira droit au profit des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France à un abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant, pour les personnes ayant opté pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Il sera mis en paiement à compter de ce jour.

(...)

* * * *

.../....

Monsieur **Julien LECLERCQ**,
Président



Annexes Comptables

DECATHLON

Société Européenne

0004 BOULEVARD DE MONS 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

DATE DE CLOTURE : 31/12/2024

I. Caractéristiques de l'entreprise et faits significatifs de l'exercice

1. Caractéristiques de l'exercice

La Société DECATHLON Société européenne présente les caractéristiques suivantes :

Total bilan :	6 282 930 877 €
Chiffre d'affaires :	1 466 714 306 €
Résultat de l'exercice :	1 039 204 209 €

Nombre de salariés moyen :	6 907
----------------------------	-------

2. Faits significatifs de l'exercice

DECATHLON, dont la raison d'être est de faire bouger l'Humanité grâce à la magie du sport, de l'amateur au plus grand champion, a voulu prendre part à la plus belle fête du sport : les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et s'est positionné comme PARTENAIRE OFFICIEL DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DE PARIS 2024.

DECATHLON a finalisé le 2 janvier 2024 l'acquisition de Bergfreunde, détaillant en ligne spécialisé dans les sports de montagne, l'escalade et l'équipement de plein air, auprès de Backcountry. Bergfreunde permettra à DECATHLON de toucher de nouveaux clients dans le segment de l'outdoor-premium via un modèle d'affaires entièrement axé sur le digital, d'une part, et d'augmenter sa présence dans plusieurs marchés européens majeurs, d'autre part.

DECATHLON lance DECATHLON PULSE, une filiale à 100% de DECATHLON et qui sera dédiée à la création de nouveaux moteurs de croissance sur le long terme, accélérant ainsi l'ambition de DECATHLON de Move People Through the Wonders of Sport. DECATHLON PULSE, investira dans des projets et des entreprises innovantes qui partagent ses valeurs et son engagement.

Decathlon SE a absorbée la filiale SEMAPHORE portant les activités de formation interne du groupe. Dans ce cadre, la société a élargi son objet social aux activités de formation.

En décembre 2024, la société a décidé d'augmenter le capital social de la somme de 100 000 €. Le capital a ainsi été porté de 10 600 000 € à 10 700 000 €.

3. Événements post clôture

Un nouveau Président du Conseil d'Administration, Mr Julien Leclercq, a été nommé à la tête de l'entreprise. Il succède à Fabien Derville. Le groupe a décidé de remplacer sa directrice générale, Barbara Martin Coppola, par Mr Javier Lopez.

4. Enjeux et risques climatiques

En tant qu'acteur mondial de l'industrie du sport présent dans 55 pays/régions de distribution, Decathlon SE est exposé à des risques physiques et de transition liés au changement climatique (renforcement des réglementations, risques de dommage aux biens et aux personnes, raréfaction des ressources etc.), qui peuvent avoir une incidence sur sa chaîne d'approvisionnement, sur ses propres activités et sur les attentes de ses clients. L'entreprise mène un travail approfondi pour évaluer ses principales vulnérabilités, anticiper la gestion des risques identifiés et réduire leur impact direct.

Pour s'inscrire sur la trajectoire mondiale d'un réchauffement climatique limité à 1,5°C, Decathlon a pris en 2022 un engagement interne visant à réduire de 20 % ses émissions absolues de CO2 à l'horizon 2026 sur la base des émissions mesurées en 2021. En ligne avec le Corporate Net-Zero Standard et l'objectif mondial de neutralité carbone, l'entreprise a également construit en 2023 des trajectoires à moyen long terme et vise ainsi à :

- réduire de 42 % ses émissions absolues de CO2 à l'horizon 2030 sur la base des émissions mesurées en 2021 (scopes 1 et 2 + scope 3) ;
- réduire de 90 % ses émissions absolues de CO2 à l'horizon 2050 sur la base des émissions mesurées en 2021 (scopes 1 et 2 + scope 3) et contribuer à des programmes de séquestration carbone visant à absorber l'équivalent des émissions résiduelles.

Ces trajectoires ont été construites pour atteindre des objectifs de réduction validés en mars 2024 par l'initiative Science Based Targets.

Désireux de contribuer à la préservation des ressources et conscient de l'impact généré par ses produits, Decathlon s'engage à proposer à ses clients des articles moins impactants pour l'environnement, afin de se rapprocher le plus possible de son objectif de réaliser 100 % de son chiffre d'affaires avec des produits bénéficiant d'une démarche d'écoconception d'ici à 2026. En parallèle, l'entreprise vise à accélérer le développement de modèles d'affaires circulaires tels que la seconde vie, la location et la réparation.

Les risques et engagements climat de Decathlon sont détaillés au sein de sa Déclaration de Performance Extra-Financière : <https://engagements.decathlon.fr/les-rapports-developpement-durable-decathlon-annuels>.

II. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux règles comptables françaises suivants les prescriptions du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié et amendé par les règlements ultérieurs.

Changements de principes, méthodes comptables et comparabilité des comptes

Les règles et méthodes retenues pour l'arrêté des comptes clos au 31/12/2024, sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

III. Règles générales d'évaluation

1. Conversion des éléments en devises, couverture des risques de change et taux d'intérêt

a) Conversion des transactions effectuées en devises étrangères

Les profits et pertes résultant des transactions en monnaies étrangères (transactions réalisées dans des devises différentes de la monnaie locale) sont inclus dans le résultat net.

Les résultats latents de change sur les créances et dettes en devises figurent au bilan de clôture en écart de conversion actif ou passif. L'écart de conversion actif fait l'objet de provision pour risques.

La provision pour perte de change peut-être supérieure à l'écart de conversion actif car celle-ci peut être générée par des éléments hors bilan.

b) Contrat de change et options

Les instruments financiers servant à couvrir les transactions commerciales, étant qualifiés d'instruments de couverture, les gains ou les pertes constatés sur ces opérations sont comptabilisés à l'échéance de celles-ci, de manière symétrique à l'élément couvert.

Le résultat de change lié à la couverture d'éléments non courants (comptes courants, emprunts et dettes) est comptabilisé en résultat financier.

Les primes sur les options de change servant les opérations commerciales impactent le résultat sur la période de couverture.

c) Contrat et options de taux

Les primes sur les options de taux sont passées en charge lors de l'échéance de l'option. Les soultes de swaps de taux sont comptabilisées en résultat à la date de paiement ou de réception.

d) Gestion des risques de marché

- Risque de change

Le Groupe utilise essentiellement des contrats de change à terme pour couvrir les risques de change commerciaux et financiers.

Le Groupe peut être, par ailleurs, amené à mettre en place des stratégies optionnelles simples d'achat d'options ou tunnels) pour couvrir des expositions futures.

Les instruments financiers utilisés pour couvrir le risque de change ont été approuvés par la commission financière du Groupe et répondent tous aux principes suivants :

- ils sont utilisés dans le cadre d'une couverture,
- ils ont un sous-jacent, leur perte maximale est connue et leur Mark-to-Market est connu de façon dynamique,
- ils peuvent être cotés en temps réel de manière indépendante,
- ils sont liquides,
- ils font l'objet d'un reporting adéquat et
- ils sont gérés exclusivement par le département Trésorerie et Financement.

L'objectif de la couverture de change du Groupe est de :

- limiter l'impact des fluctuations de change sur la marge opérationnelle des filiales dont les achats ou les ventes sont libellés dans une devise autre que leur devise fonctionnelle,
- limiter l'impact de la conversion des éléments bilanciaux monétaires en devises (notamment liés aux opérations de financement intra-groupe en devises) sur le résultat financier.

En outre, le Groupe peut être amené à couvrir les situations nettes de ses filiales situées hors zone

Euro, par des instruments appropriés ayant pour objet de limiter l'effet sur ses capitaux propres consolidés des variations de parité des devises concernées contre l'euro.

- Risque de taux

La politique de gestion du risque de taux d'intérêt est coordonnée et gérée de manière centralisée par le département Trésorerie et Financement.

L'objectif de la couverture du risque de taux d'intérêt est de protéger les flux de trésorerie futurs.

La dette du Groupe en zone Euro est essentiellement composée de financements à taux variable.

Cette dette peut être couverte par des contrats d'échange de taux (swap emprunteur taux fixe).

En outre, la dette court-terme en zone Euro est principalement financée par le biais de billets de trésorerie contractés à taux fixe négatif à échéance 1 mois.

- Risque de liquidités

Les ressources de financement disponibles sont gérées de façon à garantir sur un horizon de deux ans, la couverture de notre dette financière nette "stressée", à 100% par des financements stables (lignes de crédit moyen terme confirmées avec des maturités conformes aux échéances prévues).

Le stress test s'entend par une baisse de 30% de l'EBITDA sur les 24 mois à venir.

La trésorerie disponible des filiales du Groupe est remontée au niveau de la maison-mère via l'intégration à un cashpooling (quand la législation locale le permet).

- Risque de crédit

Nos financements sont conclus auprès de contreparties disposant d'un risque crédit minimum noté BBB pour un montant cumulé de maximum 30% de nos en-cours et d'un risque crédit minimum noté A- pour les 70% d'en-cours restants.

La stratégie de financement intègre également la diversification de nos financements :

Une enveloppe de 1 000 MEUR de billets de trésorerie.

Nos placements répondent eux aussi à des exigences de risque de contrepartie (minimum A-).

2. Immobilisations incorporelles

Celles-ci figurent au bilan à leur coût d'entrée. Les fonds commerciaux et les droits aux baux ne bénéficiant pas d'une protection juridique sont amortis sur la durée de vie du bail.

Les immobilisations incorporelles sont intégrées aux tests de dépréciation, présentés ci-après. (Voir 3. Immobilisations corporelles).

DECATHLON

Les logiciels micros sont amortis linéairement sur une période de 2 ans, les logiciels gros système sur une période de 4 ans. Les logiciels de type bureautique ou gros système sont amortis linéairement sur des durées plus courtes ne dépassant pas 4 ans. Les logiciels nécessitant des frais de développement sont amortis sur 5 ans pour la plupart et sur 10 ans pour les logiciels les plus structurants (type ERP).
Les immobilisations incorporelles sont amorties fiscalement sur 12 mois.
Les frais de recherches et de développement sont passés en charge de l'exercice, dès lors qu'ils correspondent à un projet inférieur à 1 M €.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode linéaire et dégressive sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation fiscale en vigueur (CRC 2002-10). Ces durées sont principalement les suivantes :

Typologie	Durée d'usage	Mode	Durée d'utilisation	Mode
Constructions	15 à 30 ans	L	15 à 30 ans	L
Agencements	3 à 10 ans	D/L	4 à 15 ans	L
Installations techniques	3 à 10 ans	D/L	4 à 15 ans	L
Mat et Outillage	2 à 10 ans	D/L	2 à 10 ans	L
Autres immobilisations	1 à 10 ans	D/L	1 à 10 ans	L

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charge de l'exercice, sauf ceux exposés pour la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.
Pour cet exercice 2024, les dépenses relatives aux tests en laboratoires, design et études comptabilisées en charges s'élèvent à 39 192 367 € et les frais de dépôt de brevets s'élèvent eux à 3 868 102 €.
Le mode d'amortissement comptable est le linéaire. L'amortissement dégressif n'est utilisé que fiscalement et fait donc l'objet d'un amortissement dérogatoire.

Dépréciation d'actif d'exploitation :

Les actifs immobilisés corporels et incorporels font l'objet de dépréciation lorsque, du fait d'évènements ou de circonstances défavorables intervenus au cours de l'exercice, leur valeur actuelle apparait inférieure à leur valeur nette comptable.
Les actifs fonciers font l'objet d'évaluation par un expert externe qui définit le prix de vente net.
La valeur recouvrable d'un actif se définit comme étant la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.
Les flux de trésorerie après impôts sont projetés sur une période de 5 ans avec prise en compte d'une valeur terminale dont les montants sont actualisés à l'infini.
La valeur recouvrable des immobilisations est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur. L'indice de perte de valeur interne est le suivant : Création de valeur $N-1 < 0$ et Création de valeur $N < 0$.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en unités génératrices de trésorerie (UGT), l'UGT qui a été retenue est, le site.
Une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur comptable de l'UGT, à laquelle le site appartient, excède sa valeur recouvrable.

4. Immobilisations acquises en location financement

Les charges de location financement sont inscrites en résultat. Les engagements futurs sont présentés en engagement hors bilan. L'impôt dû lors de la levée d'option des contrats de crédits-baux est provisionné chaque année.

5. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'entrée. Lorsque la valeur d'utilité d'une participation est inférieure à son coût d'entrée, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'utilité d'une participation est déterminée par référence à l'actif net économique de l'entreprise correspondante ainsi qu'aux perspectives d'évolutions générales de cette dernière.

Les prêts et autres créances immobilières sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur de réalisation à la clôture de l'exercice.

La liste des filiales et participations figure au point 2 du paragraphe VII.

6. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. La valorisation retenue suit la méthode du FIFO.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les ristournes déduites, les frais accessoires de transport et de logistique subis. Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur probable de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance relative aux stocks, Decathlon a développé une méthodologie de dépréciation spécifique aux stocks de composants (bikes, hard, soft) qui s'appuie sur un arbre de décision. Cette évolution est en pratique depuis le quatrième trimestre 2023. En synthèse, ce dernier définit les catégories suivantes de stocks, auxquelles s'appliquent des taux de dépréciation basés sur les écoulements futurs budgétés :

- Le second choix est déprécié à 85% ;
- Le stock majoritairement acheté au cours des 6 derniers mois n'est pas déprécié ;
- Le stock non majoritairement acheté au cours 6 derniers mois et non lié à une nomenclature produit est déprécié à 95% ;
- Le stock disponible de composants bikes se voit appliquer des taux de dépréciation spécifiques allant de 0 à 100%, basé sur l'écoulement futur des quantités (à 3 ans) ;
- Le stock résiduel, non majoritairement acheté au-cours des 6 derniers mois mais rattaché à une nomenclature de produit finis est distingué en 2 catégories, suivant la typologie de produit finis auquel il est rattaché :
 - a. "collection" présentant des taux de dépréciation progressifs part type (bike, hard, soft) atteignant jusqu'à 90% si la rotation est supérieure à 3 ans, et ;
 - b. "permanent" présentant des taux significativement plus faibles et atteignant 35% si la rotation est supérieure à 3 ans.

7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché. Les actions auto-détenues, dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions par le personnel, figurent en valeurs mobilières de placement.

8. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à la valeur nominale. Celles libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de couverture. Celles qui ne font pas l'objet d'une couverture à terme sont évaluées sur la base du taux de change de clôture. Les créances sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte d'éventuels risques de non-recouvrement. Conformément à l'article L 225-43 du code de commerce, aucune avance, ni aucun crédit, ne sont consentis aux dirigeants et aux actionnaires de la société.

9. Provisions pour risques et charges

Les risques connus et susceptibles d'entraîner probablement une sortie de ressources financières sans contrepartie pour la société sont provisionnés à la clôture de l'exercice, dès lors qu'ils peuvent être estimés avec une précision suffisante dans le respect du principe de prudence.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation de l'entreprise envers le tiers, à savoir les dépenses qui n'auraient pas été engendrées en l'absence de cette obligation.

Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, la meilleure estimation du passif correspond à l'hypothèse la plus probable.

10. Stocks options

Les titres Décathlon SE détenus dans le but de satisfaire les plans d'options d'achat d'actions font l'objet d'une provision pour risques et charges lorsque le prix d'exercice de l'option est inférieur à leur prix d'acquisition.

La provision prend en compte non seulement les actions détenues mais également les options exerçables. La provision correspondante est étalée prorata temporis sur toute la durée de la période d'attribution de ces options.

11. Emprunts et dettes financières

Ils sont évalués à leur valeur nominale.

12. Impôts courants et différés

Une provision pour impôt est comptabilisée afin de constater la dette fiscale latente sur la réintégration fiscale des terrains et constructions en fin de contrat de crédit-bail.

13. Indemnités de départs à la retraite

L'évaluation de notre engagement retraite a été réalisée suivant la méthode des unités de crédits projetés, qui consiste à évaluer les flux futurs probables en se basant sur les règles du régime, des probabilités (survie, présence dans l'entreprise...) et des hypothèses (augmentation future des salaires...); et à les actualiser. Nous obtenons alors la valeur actuelle probable des flux futurs. Ce calcul est mené salarié par salarié et notre engagement correspond à la somme des engagements individuels.

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013-02 du 7-13-2013 modifiée le 5-11-2021, la Société a décidé d'adopter la nouvelle méthode de répartition des droits à prestations de ses régimes à prestations définies en vertu desquels dont le montant dépend de l'ancienneté et est plafonnée à un certain nombre d'années de services consécutives.

Pour rappel, jusqu'alors la Société étalait son engagement de manière linéaire sur l'ensemble de la période d'emploi des salariés. L'adoption de la nouvelle méthode de répartition lui permettra d'étaler l'engagement uniquement à compter de la date à laquelle chaque année de services compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

Au 31/12/2024, la société a retenu les hypothèses décrites dans le tableau ci-dessous :

Taux d'actualisation	3.45 %
Taux de rendement attendu des actifs	3.30 %
Taux de revalorisation des salaires	
- cadres	3.00 %
- non cadres	3.00 %
Age de départ en retraite :	
- cadres	65 ans
- non cadres	64 ans
Modalités de départ à la retraite	Départ volontaire
Taux de charges sociales patronales	
- cadres	45,80%
- non cadres	27,28%
Table de mortalité	Table générationnelle TGH TGF 00 05

Le montant des engagements au 31 décembre 2024 n'est pas comptabilisé au niveau des comptes sociaux.

Pour les Non Cadres, l'indemnité de départ à la retraite pour les employés et AGM sera désormais calculée selon la formule la plus favorable ci-dessous:

- Ancienneté 2 ans et plus : $\frac{1}{20}$ du salaire moyen des 3 derniers mois X le nombre d'année d'ancienneté
- Ancienneté 10 ans et plus: $\frac{1}{10}$ du salaire moyen des 12 derniers mois X le nombre d'année d'ancienneté ou 1 mois de salaire de référence le plus favorable pour le collaborateur entre la moyenne des 12 derniers mois ou celle des 3 derniers mois puis proratisé en fonction des différentes bases hebdomadaires.
- Ancienneté 15 ans et plus: $\frac{1}{10}$ du salaire moyen des 12 derniers mois X le nombre d'année d'ancienneté ou 1,5 mois de salaire de référence le plus favorable pour le collaborateur entre la moyenne des 12 derniers mois ou celle des 3 derniers mois puis proratisé en fonction des différentes bases hebdomadaires.
- Ancienneté 20 ans et plus: $\frac{1}{10}$ du salaire moyen des 12 derniers mois X le nombre d'année d'ancienneté ou 2,5 mois de salaire de référence le plus favorable pour le collaborateur entre la moyenne des 12 derniers mois ou celle des 3 derniers mois puis proratisé en fonction des différentes bases hebdomadaires.

- Ancienneté 30 ans et plus: $\frac{1}{10}$ du salaire moyen des 12 derniers mois X le nombre d'année d'ancienneté ou 4 mois de salaire de référence le plus favorable pour le collaborateur entre la moyenne des 12 derniers mois ou celle des 3 derniers mois puis proratisé en fonction des différentes bases hebdomadaires.

Pour les Cadres, la Convention collective est dans tous les cas plus favorable que l'indemnité légale.
Pour calculer l'indemnité de départ en retraite des cadres il faut donc prendre en comptes les dispositions conventionnelles:

- 1 mois de salaire de référence après 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise
- 2 mois de salaire de référence après 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise
- 3 mois de salaire de référence après 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise
- 4 mois de salaire de référence après 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise

Le salaire de référence à prendre en compte sera le plus favorable pour le collaborateur entre la moyenne des 12 derniers mois ou celle des 3 derniers mois précédant le départ à la retraite proratisé en fonction des différentes bases hebdomadaires.

IV. Informations relatives au bilan

1. Composition du capital social

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Nombre d'actions	64 004 650	86 152		64 090 802
- actions ordinaires	55 142 470			55 142 470
- à titre préférentiel	8 862 180	86 152		8 948 332
Dont actions détenues en propres :				
- actions ordinaires	283 180			283 180
- à titre préférentiel	273 508	176 417	173 312	276 613

2. Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	10 600 000	100 000					10 700 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	272 925 578	14 899 925					287 825 503
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	1 060 000						1 060 000
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves	1 735 995 075			-999 752 633	886 222 685		1 622 465 127
Report à nouveau	473 496 145			11 185 427			484 681 572
Résultat de l'exercice	1 289 451 980	1 051 670 166		-403 229 295	-886 222 685		1 051 670 166
Subventions d'investissement	16 240	37 582	-3 290				50 532
Provisions réglementées	29 498 645	4 001 468	-5 106 887				28 393 226
TOTAL CAPITAUX PROPRES	3 813 043 663	1 070 709 141	-5 110 177	-1 391 796 501			3 486 846 126

L'affectation du résultat 2023 a été versée pour 886 222 685 € aux autres réserves et 403 229 295 € en dividendes.
Une part des actions propres, pour un montant de 11 185 427 €, a été portée en augmentation du report à nouveau. Une distribution de dividendes exceptionnelle a été effectuée pour 999 752 633€.

3. Immobilisations

Cadre A		IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)			232 938 756		44 217 781
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			79 378 984		68 791 466
Terrains			17 047 298		786
Constructions	Sur sol propre	39 284 464		1 702 836	
	Sur sol d'autrui	5 553 590		2 178 103	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	101 298 180		4 806 460	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			30 994 261		5 631 313
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	2 306 254		2 695 424	
	Matériel de transport	36 333			
	Matériel de bureau et mobilier informatique	59 825 532		7 918 182	
	Emballages récupérables et divers	6 530 385		77 804	
Immobilisations corporelles en cours			13 915 012		27 370 226
Avances et acomptes			1 338 031		34 845
TOTAL (III)			278 129 340		52 415 978
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			2 283 542 206		254 871 906
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			192 445 083		-39 863 867
TOTAL (IV)			2 475 987 289		215 008 039
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			3 066 434 369		380 433 265
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)			6 643 251	270 513 286	
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			27 665 834	120 504 616	
Terrains			371 627	16 676 457	
Constructions	Sur sol propre		679 573	40 307 727	
	Sur sol d'autrui		38 537	7 693 156	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		1 405 795	104 698 844	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			2 303 249	34 322 326	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		190 307	4 811 372	
	Matériel de transport			36 333	
	Matériel de bureau et mobilier informatique		1 333 205	66 410 509	
	Emballages récupérables et divers		728 468	5 879 721	
Immobilisations corporelles en cours			28 084 122	13 201 115	
Avances et acomptes			78 568	1 294 307	
TOTAL (III)			35 213 452	295 331 866	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations				2 538 414 113	
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières				152 581 216	
TOTAL (IV)				2 690 995 329	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			69 522 536	3 377 345 097	

4. Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables				Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)				173 846 389	21 586 389	6 066 992	189 365 786
Fonds commercial							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				17 929 399	2 129 621	4 423 368	15 635 652
TOTAL I				191 775 788	23 716 009	10 490 360	205 001 438
Terrains							
Constructions	Sur sol propre			18 679 842	1 608 760	585 635	19 702 966
	Sur sol d'autrui			897 484	308 284	1 477	1 204 291
	Installations générales, agencements			72 012 264	4 782 325	5 699 192	71 095 398
Installations techniques, matériels et outillages				27 133 741	4 055 685	2 561 147	28 628 279
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers			1 353 293	540 650	170 505	1 723 437
	Matériel de transport			15 624	7 267		22 891
	Matériel de bureau, informatique et mobilier			40 055 054	9 920 319	4 497 559	45 477 815
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)				160 147 303	21 223 289	13 515 515	167 855 077
TOTAL GENERAL (I + II)				351 923 091	44 939 299	24 005 875	372 856 515
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	961 786			2 020 810			-1 059 024
Fonds comm.							
Autres	164 323			656 589			-492 266
TOTAL I	1 126 109			2 677 399			-1 551 290
Terrains							
Constructions - sur sol propre	179		1 210 950				1 211 129
Constructions - sur sol autrui	0						0
Inst. gales, agenc. et am. des constructions	287 018	292 596		469 051	297 937		-187 373
Inst. techn.	7 716	53 800		164 637	6 095		-109 215
Inst gén.	41 351			25 012			16 339
M.Transport							
Mat bureau.	1 630	980 119		39 661	1 427 096		-485 008
Emball.							
TOTAL II	337 895	1 326 515	1 210 950	698 361	1 731 128		445 871
Acquis. de titres							
TOTAL GENERAL (I+II)	1 464 003	1 326 515	1 210 950	3 375 760	1 731 128		-1 105 419
Mouvement de l'exercice				Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement qui figurent au bilan pour la somme de 93 987 842 € correspondent à des actions détenues en propres. Ces actions sont affectées à la couverture des plans d'options attribués à certains membres du personnel.

6. Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	29 498 645	4 001 469	5 106 888	28 393 226
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	29 498 645	4 001 469	5 106 888	28 393 226
Provisions pour litige	3 476 287	1 598 081	936 294	4 138 074
Provisions pour garanties	3 562 057	3 034 522	3 562 057	3 034 522
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	5 733 787	6 948 964	10 090 728	2 592 023
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts	8 646 000		6 784 848	1 861 152
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	80 933 001	2 793 523	5 479 712	78 246 813
TOTAL (II)	102 351 132	14 375 090	26 853 639	89 872 583
Provisions sur immos incorporelles	1 282 333	0	-995 782	2 278 115
Provisions sur immos corporelles	526 342	3 126 708	3 463 716	189 334
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	549 891 922	50 496 475	50 416 829	549 971 569
Provisions sur autres immos financières	26 785 658	4 697 368	3 608 551	27 874 475
Provisions sur stocks	1 147 298	325 803	566 681	906 421
Provisions sur comptes clients	1 739 476	1 983 293	2 091 078	1 631 691
Autres provisions pour dépréciations	151 503 723	95 626 154	4 145 473	242 984 404
TOTAL (III)	732 876 754	156 255 802	63 296 547	825 836 010
TOTAL GENERAL (I + II + III)	864 726 531	174 632 361	95 257 074	944 101 819
Dont dotations et reprises d'exploitation		10 950 375	8 109 146	
Dont dotations et reprises financières		157 768 961	75 447 997	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		5 913 025	8 058 197	
dépréciations des titres mis en équivalence				

7. Etat des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations						
Prêts			151 762 753	100 600 904	51 161 849	
Autres immos financières			818 462	818 462		
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			152 581 216	101 419 367	51 161 849	
Clients douteux ou litigieux			2 304 687	2 304 687		
Autres créances clients			889 790 604	889 790 604		
Créances représentatives de titres prêtés						
Personnel et comptes rattachés			402 084	402 084		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			53 743	53 743		
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices		22 554 849	22 554 849		
	Taxe sur la valeur ajoutée		29 635 254	29 635 254		
	Autres impôts					
	Etat - divers		624 931	624 931		
Groupes et associés			1 443 263 872	1 443 263 872		
Débiteurs divers			6 748 121	6 748 121		
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			2 395 378 143	2 395 378 143		
Charges constatées d'avance			382 217 228	382 217 228		
TOTAL DES CREANCES			2 930 176 588	2 879 014 739	51 161 849	
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			165 808 416	165 808 416		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers			465 693 553	465 693 553		
Fournisseurs et comptes rattachés			232 084 721	232 084 721		
Personnel et comptes rattachés			85 760 845	85 760 845		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			45 946 414	45 946 414		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		10 931 999	10 931 999		
	Taxe sur la valeur ajoutée		37 346 477	37 346 477		
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts		8 627 892	8 627 892		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			3 425 601	3 425 601		
Groupes et associés			1 386 072 061	1 386 072 061		
Autres dettes			2 704 189	2 704 189		
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance			261 618 076	261 618 076		
TOTAL DES DETTES			2 706 020 243	2 706 020 243		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						

DECATHLON

(1) Détail des principales créances clients groupe :

75 998 716 € avec Décathlon sports Ireland	38 829 122 € avec Désipro
166 836 935 € avec Décathlon France SAS	32 867 771 € avec Décathlon Deutschland
68 176 966 € avec Décathlon Espana SA	47 222 692 € avec DMI Shanghai
47 949 233 € avec Décathlon Italia SA	40 492 856 € avec Décathlon logistique France

(2) Dont 0 € de dettes fournisseurs représentées par des effets de commerce.

8. Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	104 387
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	92 019 264
Dettes fiscales et sociales	111 308 637
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	2 793 497
Autres dettes	
Total	206 225 785

9. Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	94 222 876
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	53 743
Etat et autres collectivités publiques	624 931
Autres créances	1 996 112
Disponibilités	
Total	96 897 662

Charges constatées d'avance : 30 920 453 €

Produits constatés d'avance : 145 087 €

V. Informations relatives au compte de résultat

1. Ventilation de l'effectif moyen au 31 décembre 2024

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Cadres	6 399	5 912
Agents de maîtrise	92	110
Employés	116	130
Apprentis	300	301
TOTAL	6 907	6 453

L'effectif moyen du personnel est de : 6907 dont 1 mandataire.

2. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	78 024 248	85 011 570	-8%
Production vendue biens	217 791 555	210 791 016	3%
Production vendue services	1 170 898 502	1 115 795 428	5%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	620 718 553	604 293 392	3%
Chiffres d'affaires nets-Export	845 995 753	807 304 622	5%
Chiffres d'affaires nets	1 466 714 306	1 411 598 014	4%

3. Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

	MONTANT
Résultat net de l'exercice	1 051 670 166
Impôt sur les bénéfices	100 775 374
Créances d'impôt sur les sociétés	
Résultat Avant Impôt	1 152 445 540
Amortissements dérogatoires (dotations-reprises)	-1 105 419
Autres provisions réglementées (dotations-reprises)	
Autres évaluations dérogatoires	
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires	1 151 340 121

4. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

	Bases	Taux	Impôt
Provisions réglementées :			
- Amortissement dérogatoire	28 393 226	25,83%	7 333 970
Charges non déductibles temporairement :			
Produits non taxables temporairement :			
Autres :			
Accroissement de la dette future d'impôt :	28 393 226	25,83%	7 333 970
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :			
- Autres provisions non déductibles		25,83%	
- Organic	1 286 323	25,83%	332 257
- Participation légale	31 848 938	25,83%	8 226 581
- Gain latent fiscal	221 558 395	25,83%	57 228 533
Autres :			
Allègement de la dette future d'impôt :	33 135 261		65 787 371

5. Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Réintégration s fiscales	Déductions fiscales	Base imposable	Impôt dû net	Résultat net après impôt
Résultat Courant	1 191 630 500	657 735 585	-1 440 312 358	409 053 727	75 041 358	1 116 589 142
Résultat Exceptionnel	-7 280 285	2 111 099	-2 650 787	-7 819 973	-2 019 899	-5 260 386
Participation des salariés	-31 904 675	31 848 938	-32 194 763	-32 250 500	-8 330 304	-23 574 371
Impôts sur exercice antérieur					-9 198 004	9 198 004
Impôts dû à l'étranger					3 045 162	-3 045 162
Résultat Comptable	1 152 445 540	691 695 622	-1 475 157 908	368 983 254	58 538 313	1 093 907 227

6. Informations relatives aux rémunérations des organes de gestion

Cette information n'est pas mentionnée car elle reviendrait à communiquer des rémunérations individuelles.

7. Détail des charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Opérations sur gestion courante	11 059 204	9 245
Quote part subvention équipement		3 290
VNC actifs	15 790 174	17 471 714
Amortissements dérogatoires	4 001 469	5 106 888
VNC immo financière		3 860
Transferts de charges		96
Pénalités	64 284	
TOTAL	32 826 686	25 546 401

VI. Informations relatives aux engagements

1. Montant des engagements financiers (hors-crédit bail)

Engagements donnés : cautions, avals et garanties :	Montant
- ING BANK BV	5 250 000
- CACIB UKRAINE	2 362 515
- RAIFFEISEN BANK	396 039
- SG MAROC	680 581
- CERA	2 563 728

Engagements financiers donnés :	Montant
- Achats/ventes à terme de devises notionnel couvert	3 929 921
- Swap de taux d'intérêt notionnel couvert	33 119
- Swap de devises (cross currency swap)	41 974

Engagements financiers recus :	Montant
- Achats/ventes à terme de devises notionnel couvert	3 929 921
- Option de change notionnel couvert	2 263 281
- Ligne de financement MT	1 150 000
- Ligne de financement CT	
- Swap de taux d'intérêt notionnel couvert	33 119
- Swap de devises (cross currency swap)	41 974

2. Informations en matière de crédit-bail immobilier

Néant.

3. Montant des engagements Immobiliers

	Décembre 2024	< 1 an	> 1an et < 5 ans	> 5 ans	Décembre 2023
Engagements "Immobiliers" données					
Contrat de location	18 677 523	1 807 920	3 607 280	13 262 323	17 749 583
Engagements "Immobiliers" reçus					
Contrat de location	6 841 102	3 228 505	3 262 959	349 638	7 487 606

Les engagements immobiliers donnés concernent principalement les contrats de location. Il s'agit des loyers restants à payer à des bailleurs externes jusqu'à la prochaine échéance de réalisation du bail.

Les engagements reçus immobiliers correspondent principalement aux loyers à recevoir jusqu'à la prochaine échéance de réalisation du bail de nos locataires externes.

4. Montant des engagements « autres »

	Décembre 2024	< 1 an	> 1an et < 5 ans	> 5 ans	Décembre 2023
Engagements "Autres" données	11 252 863	11 252 863	0	0	11 016 729

Les engagements « autres » donnés concernent principalement les services informatiques (contrats avec les éditeurs de logiciels et les fournisseurs internet) et la centrale d'achat (contrat de partenariat)

5. Engagement en matière de retraite

Les engagements de la société font l'objet d'un contrat d'assurance spécifique. Le montant des engagements au 31/12/2024 s'élève à 31 476 239 € et le montant placé sur le fonds s'élève à 8 996 030 €.

Il n'y a aucun versement complémentaire sur le fond pour couvrir les engagements de retraite à fin 2024.

VII. Informations relatives aux entreprises liées

1. Identité de la société consolidante

L'identité de la société mère pour la consolidation est Décathlon SE

2. Information relative à l'intégration fiscale

L'économie d'impôt sur les sociétés, d'imposition forfaitaire annuelle et de contributions additionnelles, qui résulte de l'application de l'intégration fiscale sera définitivement acquise à la société intégrante: DECATHLON SE. Au titre de l'année 2024, le boni de l'intégration fiscale s'est élevé à 15 086 925 €.

Au sein de l'intégration fiscale, chaque société constate une charge d'impôt afférente à son activité. Suivant l'article 2 de la convention d'intégration fiscale ; le déficit fiscal subit par une société intégrée au titre d'un exercice sera reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé pendant les exercices futurs de la société intégrée.

L'impôt des sociétés que la société DECATHLON SE aurait payé si elle ne faisait pas partie d'une intégration fiscale, se serait élevé à 79 778 080 €.

3. Liste des filiales et participations

Société	Capital en devise	Autres capitaux propres en devise	% d'intérêt	Résultat en euros	Dividendes versés en euros	Valeur brute des titres en euros	Valeur nette des titres en euros
DECATHLON Deutschland SE & Co. KG	66 000 000	16 215 936	100	16 215 936	26 501 856	67 242 253	67 242 253
Decathlon Espana Sa	10 717 118	165 532 230	100	71 443 540	217 626 624	15 861 083	15 861 083
Decathlon Italia Srl	12 500 000	39 161 661	100	1 629 913	62 500 000	14 546 114	14 546 114
Decapro Maroc Eurl	12 188 000	12 083 328	100	996 725	0	5 710 216	2 328 253
Spdad Unipessoal Lda	1 000 000	55 219 107	100	13 660 151	14 000 000	986 431	986 431
Decathlon Belgium Sa	12 000 000	49 590 311	100	13 890 396	19 999 900	12 054 583	12 054 583
Decathlon UK Ltd	45 100 000	-100 373 902	100	-28 010 569	0	52 475 078	0
Iguasport Ltda	295 704 801	-93 548 548	100	-1 960 989	0	86 699 918	31 408 768
Decathlon Sp Zoo	8 859 465	122 159 290	100	20 162 974	16 678 411	2 932 336	2 932 336
Decathlon Shanghai sports Co ltd	1 042 500 000	-351 286 273	100	33 096 505	0	5 443 440	5 443 440
Decathlon sports India Private Ltd	10 243 568 398	-1 524 973 453	100	8 485 610	0	138 834 757	97 868 050
Decathlon Guangzhou Sports Co Ltd	5 000 000	30 739 408	100	101 266	0	467 398	467 398
Tizproba Kft	670 000 000	5 364 543 594	100	10 341 339	12 838 500	5 263 282	5 263 282
Decathlon Chengdu Sports Co Ltd	40 847 770	16 211 802	100	1 018 023	1 397 532	4 071 274	4 071 274
Decathlon Shenzhen Co Ltd	82 086 348	12 861 429	100	612 775	0	8 009 436	8 009 436
Sidi Srl	120 000	92 032 263	100	5 448 004	33 082 010	12 500 000	12 500 000
Decathlon Beijing Sports Co Ltd	193 500 000	-16 604 967	100	1 035 644	0	6 833 843	6 833 843
Decathlon Maroc SAS	84 380 000	8 575 548	100	361 346	0	8 436 243	8 436 243
Decasport Sro	95 200 000	408 367 385	100	15 329 802	16 747 752	4 582 429	4 582 429
Roumasport Srl	15 500 000	113 589 903	100	15 036 504	14 551 044	3 496 346	3 496 346
Decathlon Netherlands Bv	18 002	18 648 859	100	7 111 662	0	2 481 712	2 481 712
Decathlon France Sas	31 000 000	128 839 342	100	59 916 935	100 642 329	110 217 679	110 217 679
Turksport Spor Urunleri Sanayi VtIs	483 899 325	1 962 239 507	100	5 248 368	0	112 448 627	63 839 161
Decathlon Produzione Italia srl	100 000	45 840 146	100	6 122 118	0	6 090 140	6 090 140
Decathlon Taiwan Co Ltd	696 000 000	459 824 427	100	8 817 060	12 288 871	17 916 082	17 916 082
Rgvs Unipessoal Lda	12 150 000	63 476 110	100	8 878 432	0	12 014 942	12 014 942
Logistique France SAS	20 050 000	68 298 961	100	13 505 474	0	22 089 675	22 089 675
DiMai (Shanghai) Trading Co., Ltd.	50 000 000	636 424 800	100	21 586 871	13 997 577	6 153 056	6 153 056
Decathlon Australia Pty Ltd	43 900 000	-123 711 558	100	-10 471 896	0	27 480 289	0
Articulos Deportivos Decathlon Sa	516 237 000	-97 433 391	100	4 455 821	0	23 891 135	19 457 427
Decathlon Sports Ireland Ltd	500 000 000	365 527 959	100	67 075 395	0	500 000 000	500 000 000
Decathlon Philippines Inc	750 000 000	-1 355 235 420	100	-1 722 231	0	12 997 584	0
Decathlon Canada Inc	112 800 000	-107 926 591	100	-18 854 478	0	79 094 863	3 260 241
Decathlon Sports Switzerland SA	12 000 000	15 736 884	100	11 337 074	0	22 770 797	22 770 797

Renseignements globaux sur les autres filiales et participations

	Filiale		Participations	
	Françaises	Étrangères	Françaises	Étrangères
Valeur Comptable des titres détenus :				
- Brute	570 073 735	1 967 100 506	1 522 615	4 281 595
- Nette	482 500 639	1 504 944 466	1 522 615	4 281 595
Montant des prêts et avances accordés (toutes filiales)	0	151 762 753		
Montant des cautions et avals donnés (toutes filiales)	80 231 366	207 580 886		
Montant des dividendes encaissés (toutes filiales)	163 917 445	738 255 258		

VIII. Autres informations significatives

Attribution d’actions gratuites (en euros)

Évolution du nombre d'attribution et du prix d'exercice moyen pondéré sur les périodes 2023 et 2024

	2024		2023	
	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Nombre d'actions exercice	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Nombre d'actions exercice
Options en début d'exercice	0 €	678 259	0 €	63 381
Option émises durant l'exercice		134 544		177 852
Option exercées pendant l'exercice		173 312		116 139
Options annulées durant l'exercice		36 352		49 844
Options en fin d'exercice	0 €	658 000	0 €	678 259
Fourchette de prix d'exercice	0 €		0 €	
Durée de vie contractuelle moyenne pondérée	4 ans		4 ans	



Business Pôle Les Près
22, rue Denis Papin
59650 Villeneuve d'Ascq



Bâtiment Shake
612 rue de la Chaude Rivière
59000 Lille

DECATHLON SE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Forvis Mazars

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
à directoire et conseil de surveillance

Siège social : 45 rue Kléber 92300 Levallois-Perret

Capital de 8 320 000 euros - RCS Lille Métropole 784 824 153

PricewaterhouseCoopers Audit

Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes

Siège social : Crystal Park - 63 rue de Villiers - 92200 Neuilly-Sur-Seine Cedex

Capital de 2 510 460 euros - RCA Nanterre B 672 006 483

DECATHLON SE

Société anonyme

RCS : Lille métropole 306 138 900

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société DECATHLON SE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société DECATHLON SE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Principes comptables

La note 9.4 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux dépréciations d'actifs immobilisés.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 2 juin 2025

Signé par :

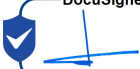
 CA43537EE7A64B8...

Isabelle Massa

Associée

PricewaterhouseCoopers Audit

Neuilly-sur-Seine, le 2 juin 2025

DocuSigned by:

 7CA875D592BB49E...

Alexandre Decrand

Associé

Etats financiers consolidés IFRS du Groupe Decathlon

31 décembre 2024

Table des matières

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	5
BILAN CONSOLIDE	6
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	7
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	8
NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	9
1. Description du Groupe et de l'activité	9
2. Base de préparation	9
2.1. Déclaration de conformité	9
2.2. Evolution du référentiel comptable	9
2.2.1. Nouvelles normes appliquées	9
2.2.2. Futures normes, amendements et interprétations	10
2.3. Recours à des estimations et aux jugements	11
2.4. Monnaie fonctionnelle et de présentation	11
2.5. Monnaies étrangères	12
2.5.1. Transactions en monnaies étrangères	12
2.5.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères	12
2.5.3. Information financière dans les économies hyperinflationnistes	12
2.6. Base d'évaluation	13
3. Faits significatifs de l'exercice	13
4. Evénements postérieurs à la clôture	13
5. Périmètre de consolidation	13
5.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation	13
5.2. Périmètre de consolidation	15
5.3. Goodwill	18
5.4. Participations ne donnant pas le contrôle	19
5.5. Entités mises en équivalence	20
6. Données opérationnelles	20
6.1. Chiffre d'affaires	20
6.2. Charges opérationnelles	22
6.3. Personnel et effectifs	22
6.3.1. Effectif	22
6.3.2. Charges de personnel	22
6.3.3. Avantages au personnel	23
6.3.4. Rémunérations à base d'actions	25
6.3.5. Rémunération des principaux dirigeants (parties liées)	27
7. Résultat financier	28
8. Impôts sur le résultat	28
8.1. Charge d'impôt sur le résultat	30

8.2. Preuve d'impôt sur le résultat	30
8.3. Ventilation des actifs (passifs) nets d'impôts différés	30
8.4. Impôts différés actifs non reconnus	31
8.5. Incertitudes fiscales	31
8.6. Pilier 2	31
9. Immobilisations et contrats de location	31
9.1. Immobilisations incorporelles	31
9.2. Immobilisations corporelles	34
9.3. Contrats de location	37
9.4. Tests de dépréciation	40
10. Actifs financiers non courants	42
11. Stocks	42
12. Créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants	44
13. Trésorerie et équivalents de trésorerie	44
14. Capitaux propres	45
14.1. Capital social	45
14.2. Gestion du capital	45
15. Provisions et passifs éventuels	46
16. Emprunts et dettes financières	47
16.1. Principaux termes et conditions des emprunts et dettes financières	47
16.2 Emprunts et dettes financières	47
16.3 Détail des emprunts et dettes financières	47
17. Fournisseurs, passifs sur contrats clients, autres passifs courants	49
18. Instruments financiers et gestion des risques	50
18.1. Classement et juste valeur des instruments financiers	50
18.2. Instruments dérivés	51
18.3. Gestion des risques	52
18.3.1. Risque de taux d'intérêt	52
18.3.2. Risque de change	53
18.3.3. Risque de crédit	54
18.3.4. Risques de liquidité	55
19. Transactions avec les parties liées	57
20. Engagements hors bilan	57
21. Honoraires des commissaires aux comptes	59

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En K€	Note	2024	2023
Chiffre d'affaires	Note 6.1	16 207 285	15 615 289
Autres produits		-	-
Achats consommés	Note 6.2	- 8 829 752	- 8 551 686
Autres achats et charges externes	Note 6.2	- 1 912 391	- 1 781 010
Charges de personnel	Note 6.3	- 3 255 078	- 3 102 469
Amortissements des immobilisations corporelles & incorporelles et droits d'utilisation	Note 6.2 & 9	- 916 612	- 893 966
Taxes	Note 6.2	- 108 116	- 101 748
Autres charges	Note 6.2	- 61 868	- 54 380
Résultat opérationnel courant		1 123 468	1 130 031
Produits opérationnels non courants	Note 6.3.6	59 503	524 544
Charges opérationnelles non courantes	Note 6.3.6	- 57 141	- 462 774
Résultat opérationnel		1 125 830	1 191 800
Produits financiers		863 392	269 154
Charges financières		- 848 750	- 392 763
Produits ou charges d'hyperinflation		1 704	-
Résultat financier	Note 7	16 346	- 123 609
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)	Note 5.5	2 355	- 337
Résultat avant impôt		1 144 531	1 067 855
Charge d'impôt sur le résultat	Note 8.1	- 321 071	- 270 099
Résultat net de la période		823 461	797 756
Résultat de la période attribuable aux :			
Part du groupe		824 913	800 906
Participations ne donnant pas le contrôle		- 1 452	- 3 150

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En K€	Note	2024	2023
Résultat net		823 461	797 756
Réévaluations du passif net au titre des régimes à prestations définies (écarts actuariels)	Note 6.3.3	2 512	- 7 561
Impôt lié		- 974	1 840
Total éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		1 538	- 5 722
Activités à l'étranger – écarts de conversion	Note 2.5	25 113	- 645
Couvertures de flux de trésorerie – partie efficace de la variation de juste valeur	Note 2.5	94 147	- 97 846
Couvertures de flux de trésorerie – reclassées en résultat	Note 2.5	97 846	58 363
Impôt lié		- 18 677	1 262
Total éléments susceptibles d'être reclassés en résultat		198 429	- 38 865
Autres éléments du résultat global de la période, nets d'impôt		199 967	- 44 587
Résultat global de la période		1 023 428	753 169
Résultat global de la période attribuable aux :			
Part du groupe		1 024 880	756 324
Participations ne donnant pas le contrôle		- 1 452	- 3 155

BILAN CONSOLIDE

		31/12/2024	31/12/2023
En K€	Note		
Goodwill	Note 5.3	106 085	29 018
Immobilisations incorporelles	Note 9.1	432 497	249 868
Immobilisations corporelles	Note 9.2	3 000 106	2 883 083
Droits d'utilisation	Note 9.3	2 660 010	2 852 744
Entités mises en équivalence	Note 5.5	23 536	19 924
Instruments dérivés actifs non courants	Note 18.2	34 864	23 949
Actifs financiers non courants	Note 10	130 762	101 140
Actifs d'impôt différé	Note 8	770 763	863 882
Total actifs non courants		7 158 624	7 023 609
Stocks	Note 11	3 040 078	2 968 246
Créances clients	Note 12	290 352	251 202
Créance d'impôt courant	Note 8	79 310	88 912
Instruments dérivés actifs courants	Note 18.2	218 353	34 635
Autres créances courantes	Note 12	437 823	459 848
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 13	2 054 004	2 184 525
Total actifs courants		6 119 919	5 987 368
Total des actifs		13 278 543	13 010 977
Capital social	Note 14.1	10 700	10 600
Primes d'émission	Note 14	288 131	273 231
Réserves	Note 14	3 963 762	4 317 081
Résultat net de l'exercice	Note 14	824 913	800 906
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	Note 14	5 087 506	5 401 818
Participations ne donnant pas le contrôle	Note 5.4	- 156	13 713
Total des capitaux propres		5 087 351	5 415 531
Emprunts et dettes financières non courants	Note 16	127 102	151 514
Dettes de loyers non courantes	Note 9.3	2 371 958	2 505 695
Passifs non courants liés aux avantages du personnel	Note 6.3.3	122 713	105 875
Provisions pour retraites	Note 6	52 766	47 635
Provisions	Note 15	144 288	117 515
Instruments dérivés passifs non courants	Note 18.2	3 039	5 141
Autres passifs financiers non courants	Note 16	7 221	5 690
Passifs d'impôt différé	Note 8	664 116	680 481
Passifs non courants		3 493 203	3 619 547
Emprunts et dettes financières courants	Note 16	774 158	255 179
Instruments dérivés passifs courants	Note 18.2	83 017	124 843
Dettes de loyers courantes	Note 9.3	512 359	576 372
Passifs courants liés aux avantages du personnel	Note 6.3.3	479 829	437 572
Dettes fournisseurs	Note 17	2 025 036	1 800 725
Passifs d'impôt courant	Note 8	82 860	74 944
Autres passifs courants	Note 17	740 730	706 266
Passifs courants		4 697 990	3 975 900
Total des passifs		8 191 192	7 595 447
Total des capitaux propres et passifs		13 278 543	13 010 977

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En K€	Note	Capital	Primes d'émission		Réserve d'actions propres		Réserve de conversion		Réserve de couverture (net d'impôt)	Ecart actuariels des régimes à prestations définies (net d'impôt)	Report à nouveau	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres				
Situation au 1er janvier 2023		10 600	273 231	-	70 630	-	91 100	-	51 753	33 290	5 341 349	5 444 986	14 076	5 459 062				
Résultat net de la période												800 906	800 906	-	3 150	797 756		
Autres éléments du résultat global de la période												-	44 582	-	5	-	44 587	
Résultat global de la période		-	-		-	-	640	-	38 221	-	5 722	800 906	756 324	-	3 155	753 169		
Augmentation de capital		Note 14.1	-									-	-			-		
Diminution de capital		Note 14.1										-	-			-		
Actions propres vendues					14 292							14 292	14 292			14 292		
Actions propres achetées					-	26 900						-	26 900			26 900		
Dividendes		Note 19							-		800 649	-	800 649			800 649		
Paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres		Note 6.3.4							10 997		10 997	-	10 997			10 997		
Effet des variations de périmètre									-		2 077	-	2 077	2 792		715		
Engagement d'achat de titres de minoritaires		Note 4.3 & 18.3.4									4 891	-	4 891			4 891		
Autres									-		52	-	52			52		
Total des transactions avec les propriétaires de la Société			-	-	-	12 608	-	-	-	-	786 890	-	799 498	2 792	-	796 706		
Situation au 31 décembre 2023		10 600	273 231	-	83 238	-	91 740	-	89 974	27 568	5 355 371	5 401 818	13 713	5 415 531				
Résultat net de la période												824 913	824 913	-	1 452	823 461		
Autres éléments du résultat global de la période												25 113	173 316	1 538	199 967	-		199 967
Résultat global de la période		-	-		-		25 113		173 316	1 538	824 913	1 024 880	-	1 452	1 023 428			
Augmentation de capital		Note 14.1	100	14 900								15 000				15 000		
Diminution de capital		Note 14.1										-				-		
Actions propres vendues					-	33 408						-	33 408			33 408		
Actions propres achetées						22 658						22 658	22 658			22 658		
Dividendes		Note 19							-		1 391 797	-	1 391 797			1 391 797		
Paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres		Note 6.3.4							9 572		9 572	-	9 572			9 572		
Effet des variations de périmètre									11 617		11 617	-	11 617	12 416		798		
Engagement d'achat de titres de minoritaires		Note 18.3.4							-		1 600	-	1 600			1 600		
Hyperinflation											26 928	-	26 928			26 928		
Autres											1 837	-	1 837			1 837		
Total des transactions avec les propriétaires de la Société			100	14 900	-	10 750	-	-	-	-	1 343 443	-	1 339 192	12 416	-	1 351 608		
Situation au 31 décembre 2024		10 700	288 131	-	93 988	-	66 627		83 342	29 106	4 836 842	5 087 506	-	156		5 087 351		

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

K€	2024	2023
Résultat net	823 461	797 756
<i>Ajustements pour :</i>		
– Amortissements des immobilisations et droits d'utilisation	960 453	930 833
– Pertes de valeur sur immobilisations	17 713	- 2 662
– Résultat financier net	- 7 475	83 237
– Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)	- 2 355	2 197
– Résultat de cession d'immobilisations corporelles	41 535	- 3 012
– Provisions	77 329	- 105 784
– Impôts différés	30 090	- 61 005
– Charges d'impôt	259 770	320 085
– Hyperinflation autres impacts	9 607	
Total des éliminations des charges et produits sans incidence sur la trésorerie	1 386 667	1 163 888
Total marge brute d'autofinancement	2 210 128	1 961 644
<i>Variations des :</i>		
– Stocks	- 18 664	758 585
– Créances clients	- 21 632	65 204
– Dettes fournisseurs	158 053	103 172
– Provisions et avantages du personnel	40 867	- 33 142
– Autres actifs et passifs courants	45 039	- 23 516
Total des variations	203 663	870 303
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles	2 413 791	2 831 946
Impôts payés	- 270 378	- 328 350
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles	2 143 413	2 503 596
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	- 240 996	- 20 450
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	4 277	18 065
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 665 332	- 531 543
Produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	49 418	632 910
Augmentation d'actifs financiers	- 7 425	- 4 239
Diminution d'actifs financiers	12 381	464
Variation de fournisseurs d'immos	42 135	1 487
Dividendes reçus	272	-
Intérêts reçus	105 325	64 575
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement	- 699 946	161 269
Augmentation de capital	15 000	
Produits de vente d'actions propres	- 16	-
Rachat d'actions propres	- 32 575	- 14 272
Dividendes versés aux actionnaires	- 1 391 827	- 800 618
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières	531 897	54 519
Remboursement d'emprunts et dettes financières	- 22 320	- 498 563
Intérêts payés sur emprunts et dettes financières	- 50 968	- 42 757
Paiement de dettes de loyers	- 560 093	- 561 682
Intérêts payés sur dettes de loyers	- 76 403	- 70 366
Augmentations de comptes courants externes	- 61	86
Trésorerie nette liée aux activités de financement	- 1 587 366	- 1 933 652
Diminution nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	- 143 899	731 213
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	2 184 525	1 447 979
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie détenue	13 378	5 365
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre	2 054 004	2 184 525

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Description du Groupe et de l'activité

Decathlon SE (« la Société ») est une société domiciliée en France. Le siège social de la Société est situé à Villeneuve d'Ascq. Les états financiers consolidés de la Société comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») ainsi que ses participations dans des entreprises associées.

Le Groupe Decathlon a pour activité le commerce de détail d'articles de sport et de loisirs. Au 31 décembre 2024, Decathlon était présent dans 56 pays.

Les états financiers IFRS du Groupe Decathlon pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 10 mars 2025, et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 4 juin 2025.

2. Base de préparation

2.1. Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Decathlon sont établis conformément aux normes comptables internationales (IAS et IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), aux interprétations du Comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du Comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC), tels qu'adoptées par l'Union Européenne et rendues obligatoires à la clôture des comptes.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en#endorsement

2.2. Evolution du référentiel comptable

Les états financiers du Groupe sont réalisés en appliquant les normes IFRS telles qu'adoptées au 31 décembre 2024.

2.2.1. Nouvelles normes appliquées

Les normes, interprétations et amendements d'application obligatoire dans les comptes consolidés IFRS à compter du 1er janvier 2024 sont les suivants :

- **Amendements de la norme IAS 1** : Présentation des états financiers : classement des dettes en courant ou non-courant (amendement publié en 1-2020) ; Passifs non courants assortis de clauses restrictives (amendement publié en 10-2022) ;
- **Amendements de la norme IAS 7 et IFRS 17** : Affacturage inversé – accords de financement des dettes fournisseurs (amendement publié en 5-2023) devant permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les effets de ces opérations sur les passifs et les flux de trésorerie de l'entité initiatrice de l'opération, de même que sur le risque de liquidité en découlant ;
- **Amendements de la norme IFRS 16** : Passif locatif découlant d'une cession-bail (amendement publié en 9-2022).

2.2.2. Futures normes, amendements et interprétations

Toutes les normes, interprétations et amendements adoptés par la Commission Européenne sont obligatoirement entrés en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024.

Les amendements (ou leurs principes) non encore adoptés par la Commission Européenne mais pouvant être anticipés dans les comptes consolidés IFRS à compter du 1er janvier 2025 sont les suivants :

- **Amendement de la norme IAS 21** : Absence de convertibilité (publié 08/23), permettant à une entité, après avoir déterminé qu'une monnaie étrangère n'est pas convertible à la date d'évaluation, d'estimer le taux de change au comptant à cette date.

Les amendements (ou leurs principes) non encore adoptés par la Commission Européenne mais pouvant être anticipés dans les comptes consolidés IFRS à compter du 1er janvier 2026 sont les suivants :

- **Amendement de la norme IFRS 7** : Classement et Évaluation des instruments financiers (publié 05/24) précisant les informations à fournir sur les instruments de capitaux propres comptabilisés sur option à la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global.
- **Amendement de la norme IFRS 9** : Classement et Évaluation des instruments financiers (publié 05/24) clarifiant les modalités d'application du critère de « prêt basique » à certains actifs financiers, ainsi que les modalités de décomptabilisation des passifs financiers réglés par paiement électronique.

Les amendements (ou leurs principes) non encore adoptés par la Commission Européenne mais pouvant être anticipés dans les comptes consolidés IFRS à compter du 1er janvier 2027 sont les suivants :

- **Norme IFRS 18** : Présentation et informations à fournir dans les états financiers (publiée 04/2024). La nouvelle norme IFRS 18 remplacera la norme actuelle IAS 1 pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027 (sous réserve de son

adoption par la Commission européenne). Elle comprend des principes relatifs :
 (i) aux états financiers primaires, (ii) à l'agrégation et la désagrégation des éléments les composant, et (iii) à la structure des notes annexes.

Le Groupe n'a pas appliqué, par anticipation, les normes et amendements applicables pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2024, qu'ils soient ou non adoptés par l'Union Européenne.

2.3. Recours à des estimations et aux jugements

Lors de la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2024, la Direction a eu recours à des estimations et des jugements susceptibles d'avoir une incidence sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges et sur l'application des méthodes comptables du Groupe. Les valeurs réelles peuvent ainsi être différentes des valeurs estimées.

Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont évaluées de façon continue. L'impact des changements d'estimation est comptabilisé de manière prospective.

Pour l'essentiel, sont notamment concernés :

- la valorisation des contrats de location ;
- les provisions et passifs éventuels ;
- l'évaluation de la juste valeur des dérivés ;
- les rémunérations à base d'actions ;
- la valorisation des régimes à prestations définies ;
- la valorisation des engagements d'achat de titres de minoritaires ;
- la recouvrabilité des actifs d'impôts différés ;
- l'appréciation des tests d'impairments ;
- l'évaluation des actifs et des passifs identifiables dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix lors de l'acquisition ;
- l'hyperinflation ;
- la dépréciation des stocks de composants.

L'intégration de la lutte contre le réchauffement climatique dans les hypothèses d'arrêtés des comptes n'a pas eu d'impact significatif.

Les jugements et hypothèses sont détaillés dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique.

2.4. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Sauf mention contraire, les montants sont arrondis au millier d'euros le plus proche.

2.5. Monnaies étrangères

2.5.1. Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans les monnaies fonctionnelles respectives des sociétés du Groupe en appliquant le cours de change en vigueur à la date des transactions. La devise fonctionnelle des entités correspond en principe à leur devise locale.

Cependant, Desipro, filiale basée à Singapour a pour devise fonctionnelle l'USD. En effet, cette entreprise a un rôle de centrale d'achat pour le groupe et l'USD reste la devise la plus utilisée pour le commerce international.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les éléments non monétaires évalués sur la base du coût historique, libellés en monnaie étrangère, sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction.

Les gains et pertes de change en résultant sont comptabilisés en résultat financier.

2.5.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers dont la monnaie fonctionnelle est autre que l'euro sont convertis selon les modalités suivantes :

- les actifs et passifs sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture ;
- les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant un cours moyen basé sur la moyenne des cours du jour.

Les écarts de change sont comptabilisés en "autres éléments du résultat global" et accumulés en "réserves de conversion", sauf dans la mesure où l'écart de change est affecté aux participations ne donnant pas le contrôle.

2.5.3. Information financière dans les économies hyperinflationnistes

Selon les critères définis par IAS 29, la Turquie est considérée comme une économie hyperinflationniste depuis mars 2022. Les états financiers des groupes dont une entité a pour monnaie fonctionnelle la livre turque doivent appliquer la norme IAS 29 "Information financière dans les économies inflationnistes" à compter du 1^{er} janvier 2022 sans retraitement des comparatifs.

Cette norme consiste à réévaluer les actifs et passifs non monétaires (immobilisations corporelles, incorporelles, stocks et capitaux propres) en tenant compte de l'inflation depuis leur inscription en situation financière consolidée. Le compte de résultat est réévalué pour refléter l'évolution du pouvoir d'achat général de sa monnaie fonctionnelle. De plus, les éléments du compte de résultat sont convertis au taux de clôture de la période considérée et non au taux moyen de la période.

Au 31 décembre 2024, l'impact de l'application de la norme IAS 29 est de 1,7 M€ de produit d'hyperinflation en résultat financier, et de 23,3 M€ sur les capitaux propres.

2.6. Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments dérivés, des actifs de régime, des titres de participation non consolidés et des équivalents de trésorerie évalués à la juste valeur.

3. Faits significatifs de l'exercice

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

- Decathlon a acquis 100% de la société allemande Bergfreunde GmbH en janvier 2024. Cette société est consolidée par intégration globale. L'acquisition de Bergfreunde permettra à Decathlon de toucher de nouveaux clients dans le segment de l'outdoor-premium via un modèle d'affaires entièrement axé sur le digital, d'une part, et d'augmenter sa présence dans plusieurs marchés européens majeurs, d'autre part.
- Dans le cadre de la réforme fiscale Pilier 2, une provision pour impôt complémentaire a été comptabilisée en fin d'année 2024 pour 19.8 M€.
- Decathlon Pulse a été créé en juin 2024, il s'agit d'une filiale détenue à 100% par Decathlon SE, dédiée à l'investissement dans de nouveaux moteurs de croissance. En août 2024, Decathlon SE a transféré 13 participations vers Decathlon Pulse.

4. Evènements postérieurs à la clôture

Le 2 avril 2025, les autorités américaines ont annoncé une augmentation des tarifs douaniers sur certains produits importés, dans le cadre d'une nouvelle série de mesures protectionnistes décidées par l'administration Trump. Après analyse, le Groupe considère que cette évolution réglementaire n'a pas d'impact significatif sur ses états financiers consolidés au 31 décembre 2024, ni sur ses perspectives opérationnelles à court terme, en raison de l'exposition limitée de ses flux commerciaux aux produits visés par ces mesures.

5. Périmètre de consolidation

5.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Principes de consolidation

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers

consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés (sauf pour les pertes ou profits liés à des transactions en devises étrangères).

Entreprises associées et co-entreprises

Sont comptabilisées par mise en équivalence les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) et les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint et répondant à la définition d'une co-entreprise. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financière et opérationnelle de l'entité, sans toutefois contrôler ou contrôler conjointement ces politiques. Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans les cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Autres participations

Lorsque le Groupe n'exerce pas de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable sur les décisions opérationnelles ou financières de sociétés dont il détient les titres, ceux-ci sont comptabilisés conformément aux dispositions applicables soit aux actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global, soit aux actifs financiers à la juste valeur par résultat net et présentés en « Actifs financiers non courants ».

5.2. Périmètre de consolidation

Les sociétés consolidées au sein du périmètre de consolidation sont les suivantes :

Dénomination sociale	Pays	Activité principale	31-déc-24		31-déc-23		
			Taux d'intérêt	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Méthode de conso.	
Decathlon South Africa Sports (PTY) Ltd	Afrique du Sud	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon El Djazair Sarl	Algérie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
DD Logistik Immobilien GmbH	Allemagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
DD Unternehmens Entwicklung GmbH	Allemagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
DECATHLON Deutschland SE & Co. KG	Allemagne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
DECATHLON Verwaltung SE	Allemagne	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Logistik Vertriebs GmbH	Allemagne	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	
Bergfreunde GmbH	Allemagne	Retail	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	Note 1
Backcountry GmbH	Allemagne	Holding	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	Note 1
Decathlon UK Ltd	Angleterre	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Javen Ltd	Angleterre	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sportstock Ltd	Angleterre	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Australia Pty Ltd	Australie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Austria GmbH	Autriche	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Sports Bangladesh Ltd	Bangladesh	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Operational Booster	Belgique	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	
Ansimm Sa	Belgique	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Belgium Sa	Belgique	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Wedell Sa	Belgique	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
EZdrives	Belgique	Recherche	51.6%	MEE	51.0%	MEE	Note 1
Green Real Estate Empreendimentos imobiliarios Ltda	Brésil	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Iguasport Ltda	Brésil	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Bulgaria Eood	Bulgarie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sports Immo Eood	Bulgarie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Cambo Sporting Goods Ltd	Cambridge	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Canada Inc	Canada	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Chile SpA	Chili	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Coros	Chine	Autre	13.2%	MEE	13.2%	MEE	
Decathlon (Chengdu) Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon (Weifang) Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Beijing Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Changchun Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Changsha sports consulting	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 1
Decathlon Changzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Chengdu Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Dalian Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Dongguan chasha warehousing	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Guangzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Haerbin Sports Consulting Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Hangzhou sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Investments China	Chine	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Jiangyin Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Jiaxing Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Kunshan Warehousing Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Luoyang Co	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Nantong Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Ningbo Commercial Dvlpt Co Ltd	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Ningbo Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Qingdao Sports Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Shanghai Sport Internetsales Company ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Shanghai sports Co ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Shenyang Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Shenzhen Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Suzhou Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Suzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Tianjin Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Wudi Commercial consulting	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Wudi Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Xi'an Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Xuzhou Co	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Zhongshan Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Deonpro Shanghai Mgt Consulting Co Ltd	Chine	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
DiMai (Shanghai) Trading Co., Ltd.	Chine	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	
Diqi Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Embsphère Asia	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Guangzhou Xunli Technology Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Nanjing Comport Import& Export Trading Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Semaphore Shanghai Company Consulting Co Ltd	Chine	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Shanghai Sportin Trading Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Shanghai Xinwei Sports Co ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Colombia SAS	Colombie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decoam	Colombie	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon RDC Congo Sasu	Congo	Retail	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	Note 2
Decathlon Korea Co Ltd	Corée du Sud	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Zagreb Doo	Croatie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Red estate	Croatie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Egypt	Egypte	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Trading Egypt	Egypte	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	
Oxatis Ltd	Egypte	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Espana Sa	Espagne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Tonclade SI	Espagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Viena 224 Asset Management	Espagne	Autre	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	Note 1

Dénomination sociale	Pays	Activité principale	31-déc-24		31-déc-23		
			Taux d'intérêt	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Méthode de conso.	
Decathlon Estonia	Estonie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Animfit Snc	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Atlantis SCI	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Avanis SAS	France	Retail	100.0%	IG	73.8%	IG	Note 1
Bikeexperience Sarl	France	Autre	100.0%	IG	73.8%	IG	Note 1
Boksimo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Cyclofix	France	Autre	0.0%	Non consolidé	22.6%	MEE	Note 2
Covox Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Dagsit Production Snc	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 1
Deaucimmo 1 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Deaucimmo 3 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Deaucimmo 4 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Experience	France	Autre	66.7%	IG	66.7%	IG	
Decathlon France Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Pass Sas	France	Autre	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	Note 2
Decathlon SE	France	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon SSII	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Dedissud Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Dlogimo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 1
Dranoco Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Easy Mountains (Mhikes)	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 2
Eivisimo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Ets Simond Sas	France	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Exerceo 1 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Exerceo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Haltacycle Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Immothlon Snc	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Jagger & Lewis Sas	France	Autre	42.6%	MEE	42.6%	MEE	Note 1
Jetlane Sas	France	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Kinomap	France	Autre	46.5%	MEE	29.6%	MEE	Note 1
Le Blanc Coulon Sarl	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Les Pins de Cestas Snc	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Logistique France SAS	France	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	
Newmag Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Noisy Le Sec Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Ogea Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Park Norwest Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Pins de BBA Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Pins de Pelus Eurl	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Projetclub Sa	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Riverside	France	Autre	50.0%	IG	37.6%	IG	Note 1
SCI Pierre de Quetigny	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Semaphore Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 1
Simond Factory SCI	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sirenimo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Soldacox Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sporeka SAS	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Trainme	France	Autre	83.5%	IG	72.3%	IG	Note 1
Valothlon Sarl	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Vilanger Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Web2c Logistique Sarl	France	Logistique	100.0%	IG	73.8%	IG	Note 1
Weddis Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Wedlog Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Wedoffice Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Pulse SAS	France	Holding	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	Note 1
DESUMEA	France	Logistique	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	Note 1
Decathlon Greece Sporting Goods Llc	Grèce	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Hong Kong Co Ltd	Hong Kong	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sportfit Hong Kong	Hong Kong	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 1
Budathlon Kft	Hongrie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Delogist Kft	Hongrie	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	
Hatloginvest Kft	Hongrie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Tizproba Kft	Hongrie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon sports India Private Ltd	Inde	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Indeca Sporting Goods Private Ltd	Inde	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Prodin Sporting Pvt Ltd	Inde	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Global Services India Private	Inde	Autre	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	Note 1
Decathlon Sports Indonesia	Indonésie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
PT Cathlon Raga Indonesia	Indonésie	Retail	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	Note 1
Decathlon Pars LLC	Iran	Retail	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	Note 2
Decathlon Sports Ireland Ltd	Irlande	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Israel Ltd	Israel	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Andromeda Srl	Italie	Immobilier	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	Note 2
Beep Srl	Italie	Production	24.9%	MEE	24.9%	MEE	
Decathlon Italia Branch Malta	Italie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Italia Srl	Italie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Produzione Italia srl	Italie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
SBM2 Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sidi Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Japan Co Ltd	Japon	Retail	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	Note 2
Decathlon Distribution Japon	Japon	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 2
Decathlon Rk Ltd	Kazakhstan	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 1
Decathlon Sports Kenya Ltd	Kenya	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Latvia branch	Lettonie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Lietuva Uba	Lithuanie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Belgium Branch	Luxembourg	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Fininter	Luxembourg	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Lexi Sa	Luxembourg	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Logistics Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Regional Support SARL	Maroc	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decapro Maroc Eurl	Maroc	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Maroc SAS	Maroc	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Immodis sas	Maroc	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Proyline Sarl	Maroc	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Newco Ille Maurice	Maurice	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
STO Sports and Technics Overseas Ltd	Maurice	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 1
Articulos Deportivos Decathlon Sa	Mexique	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon et Cie Snc (Monaco)	Monaco	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	

Dénomination sociale	Pays	Activité principale	31-déc-24		31-déc-23		
			Taux d'intérêt	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Méthode de conso.	
Decathlon New Zealand Ltd	Nouvelle Zeland	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Netherlands Bv	Pays-Bas	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Orange Estate Bv	Pays-Bas	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
DecatNS B.V.	Pays-Bas	Autre	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	Note 1
Decathlon Philippines Inc	Philippines	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Blue Estate Sp Zoo	Pologne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Sp Zoo	Pologne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Niebieski Dom Sp Zoo	Pologne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Immadora Lda	Portugal	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Lismarvimmo Lda	Portugal	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Rgvs Unipessoal Lda	Portugal	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Spdad Unipessoal Lda	Portugal	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decasport Sro	République Tch	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Nierdouasseaurou Sro	République Tch	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Immorom Immobiliare Srl	Roumanie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Madirom Prod Srl	Roumanie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Roumasport Srl	Roumanie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Blue House Ilc	Russie	Immobilier	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	Note 2
Octobluie Lic	Russie	Retail	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	Note 2
Decathlon Senegal Sarl	Sénégal	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Beograd Doo	Serbie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Singapore Pte Ltd	Singapour	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Singapore Branch	Singapour	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Desipro Pte Ltd	Singapour	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	
Osinvest Pte Ltd	Singapour	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon SK Sro	Slovaquie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
White House Sro	Slovaquie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Ljubljana trgovina s sportno opremo d.o.o	Slovenie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Lanka Sports Access	Sri Lanka	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Lanka Sporting Goods	Sri Lanka	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Sverige ab	Suède	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Sports Switzerland SA	Suisse	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Taiwan Co Ltd	Taiwan	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Thailand Co. Ltd	Thaïlande	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Inthanon Sporting Goods Co Ltd	Thaïlande	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sport and Leisure (Thailand) Co Ltd	Thaïlande	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Tunisie Llc	Tunisie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Proxy Tunisie Sarl	Tunisie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Turksport Spor Urunleri Sanayi Vtis	Turquie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Ukraine Ltd	Ukraine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon America LLC	USA	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon USA LLC	USA	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Vietnam Co Ltd	Vietnam	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	

(1) Au cours de l'exercice 2024 :

- Acquisition, en janvier 2024, de Bergfreunde GmbH, un détaillant en ligne spécialisé dans les sports de montagne, et de Backcountry GmbH, la holding détenant ses titres. Ces deux sociétés sont détenues à 100% et consolidées par Intégration Globale;
- Acquisition, en janvier 2024, de la participation ne donnant pas le contrôle dans la société Avanis SAS et ses filles (Bike experience Sarl, Riverside et Web2c Logistique Sarl);
- Acquisition, en septembre 2024, de PT Cathlon Raga Indonesia, un franchisé de Decathlon en Indonésie, détenu à 100% et consolidé par Intégration Globale;
- Prise de participation complémentaire dans E2Drives (+0,6%), Kinomap (+16.9%) et Trainme (+11.2%), sans impact sur le type de contrôle et la méthode de consolidation;
- Création des sociétés Viena 224 Asset Management, Decathlon Pulse SAS, DESUMEA, Decathlon Global Services India Private et DecatNS B.V., toutes détenues à 100% et consolidées par Intégration Globale;
- Fusion, avec effet rétroactif au 1er janvier 2024, de Semaphore SAS dans Decathlon SE;
- Cession de Decathlon Changsha sports consulting, Dagsit Production Snc, Dlogimo Sas, Sportfit Hong Kong, Decathlon Rk Ltd et STO Sports, Jagger & Lewis SAS and Technics Overseas Ltd.

(2) Au cours de l'exercice 2023 :

- Création de Decathlon Distribution Japon ;
- Acquisition des minoritaires de Easy Mountains (Mhikes);

- Cession de Decathlon RDC Congo Sasu, Blue House LLC et Octoblue LLC ;
- Liquidation de Cyclofix, Decathlon Pass Sas, Andromeda Srl, Decathlon Pars LLC et Decathlon Japan Co Ltd.

5.3. Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Ainsi, les actifs et passifs identifiables de la société acquise sont, en général, comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise) augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, moins le montant net comptabilisé (en général à la juste valeur) au titre des actifs identifiables et des passifs repris. Les participations ne conférant pas le contrôle sont évaluées, sur option à chaque prise de contrôle, soit au prorata des actifs nets identifiables, soit à la juste valeur.

Lorsque l'écart déterminé ainsi est négatif (« badwill »), et après réappréciation des différents éléments de l'équation, il est comptabilisé immédiatement en résultat.

Annuellement, le goodwill est testé par la réalisation de tests de perte de valeur ou lorsque des indices de perte de valeur surviennent. Les dépréciations sont comptabilisées immédiatement en résultat et sont irréversibles conformément à la norme IAS 36.

Le Groupe dispose d'un délai d'un an à compter de la date l'acquisition pour finaliser l'allocation du prix d'achat.

Le Groupe a appliqué rétrospectivement IFRS 3 aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition

Les goodwill se décomposent comme suit :

K€	2024	2023
Valeur brute Goodwill à l'ouverture	29 216	29 216
Valeur nette goodwill à l'ouverture	29 018	29 018
Regroupement d'entreprises	77 067	-
Cessions d'entreprises	-	-
Pertes de valeur	-	-
Effet de la variation des taux de change	-	-
Valeur brute Goodwill à la clôture	106 284	29 216
Valeur nette goodwill à la clôture	106 085	29 018

En 2024, le poste "Goodwill" augmente de 77 067 K€ en raison de la prise de contrôle par le Groupe de deux nouvelles sociétés, Bergfreunde et PT Cathlon Raga Indonesia, respectivement à hauteur de 76 350 K€ et 717 K€.

- Bergfreunde GmbH est un détaillant en ligne spécialisé dans les sports de montagne, détenu à 100% et consolidé par intégration globale. Cette acquisition,

réalisée en janvier 2024, a généré un Goodwill de 76 350 K€. Ci-dessous, le détail de la juste valeur de l'actif net à la date d'acquisition:

In M€	2024
Immobilisations corporelles	17.5
Immobilisations incorporelles	4.3
Droits d'utilisation	18.5
Immobilisations financières	17.5
Stocks	48.0
Créances clients	0.2
Autres actifs courants	10.4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.4
Total actif	121.7
Capitaux propres	53.8
Dettes de location non courantes	18.3
Provisions	0.6
Dettes financières	8.9
Dettes d'impôts différés	0.6
Passifs courants liés aux avantages du personnel	1.7
Dettes fournisseurs	11.5
Autres passifs courants	26.4
Total passif	121.7

- PT Cathlon Raga Indonesia est un franchisé de Decathlon en Indonésie, détenu à 100% et consolidé par intégration globale. Cette acquisition, réalisée en septembre 2024, a généré un Goodwill de 717 K€ .

5.4. Participations ne donnant pas le contrôle

Les modifications du pourcentage de détention du Groupe dans une filiale n'entraînant pas de changement du contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le compte de résultat consolidé du Groupe.

Au 31 décembre 2024, les participations ne donnant pas le contrôle s'élèvent à -156 K€ et comprennent principalement les participations suivantes :

- Trainme (-296 K€), opérant principalement sur le marché BtoB en mettant à disposition des entreprises des coachs sportifs, détenu à hauteur de 83.5% par le Groupe.
- Decathlon Travel (92 K€), accès sur le voyage sportif, détenu à hauteur de 66.6% par le Groupe.

La totalité de la participation ne donnant pas le contrôle dans la société Avanis SAS a été acquise par le Groupe en janvier 2024.

Les participations ne donnant pas le contrôle, prises individuellement, ne sont pas significatives aux bornes du Groupe.

5.5. Entités mises en équivalence

Les participations dans les entreprises associées sont de 23 536 K€ au 31 décembre 2024 et 19 924 K€ au 31 décembre 2023. Elles correspondent aux entreprises ci-dessous :

Année d'entrée dans le périmètre	Nom de la société	Lieu	Activité	% d'intérêt acquis	
2021	Beep Srl	Italie	Production	24.9%	
2021	Coros Ltd	Chine	Production	13.2%	(1)
2021	Jagger & Lewis SAS	France	Production	42.6%	(3)
2021	Kinomap SAS	France	Service	29.6%	
2020	E2Drives	Belgique	Recherche	51.0%	(2)

(1) Bien que la participation du Groupe dans Coros soit inférieure à 20%, le Groupe exerce une influence notable sur Coros du fait de sa représentation au sein du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent de Coros et de sa participation au processus d'élaboration des politiques.

(2) Bien que la participation du Groupe dans E2Drives soit de 51%, le Groupe n'exerce pas un contrôle exclusif sur cette entité car il ne dispose pas seul de la capacité à agir sur les rendements variables de cette entité.

(3) La participation du Groupe dans la société Jagger & Lewis SAS a été cédée en juillet 2024.

Les intérêts détenus par le Groupe dans ces entreprises associées ne sont pas significatifs pris individuellement.

Le tableau suivant analyse globalement la valeur comptable ainsi que la quote-part dans le résultat net et les autres éléments du résultat global de ces entreprises associées.

K€	2024	2023
Valeur comptable des intérêts dans les entreprises associées	23 536	19 924
Quote-part :		
– du résultat net	2 355	337
– des autres éléments du résultat global	-	-
Total	2 355	337

6. Données opérationnelles

6.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que le contrôle des biens a été transféré au client.

Le chiffre d'affaires correspond principalement aux ventes dans les magasins, les sites e-commerce et les redevances de franchises.

Les ventes de l'activité e-commerce sont constituées, d'une part, du chiffre d'affaires relatif aux ventes réalisées sur les sites e-commerce du Groupe (ventes directes) et d'autre part, des commissions perçues au titre des ventes e-commerce que le Groupe réalise pour le compte de tiers (Marketplaces). Le chiffre d'affaires relatif aux ventes directes est comptabilisé lorsque la livraison est intervenue (date de transfert de contrôle des biens vendus). S'agissant des ventes en Marketplaces, les revenus comptabilisés correspondent aux commissions facturées aux fournisseurs sur les ventes réalisées.

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes aux franchisés est comptabilisé lorsque la livraison est intervenue (date de transfert de contrôle des biens vendus).

Les retours de produits sont comptabilisés en déduction du chiffre d'affaires. Ils sont estimés de façon raisonnablement fiable, en se basant notamment sur les données statistiques issues de l'expérience passée et sur les conditions contractuelles.

La vente d'un bien ou service assortie de la remise de points de fidélité constitue un contrat comprenant deux « obligations de performance » séparées :

- un bien ou service livré immédiatement
- un droit à recevoir ultérieurement des biens ou services à prix réduit ou gratuit.

Le montant reçu au titre de la vente est réparti entre les deux « obligations de performance » en proportion de leurs prix de vente spécifiques respectifs.

Le chiffre d'affaires se décompose selon les natures suivantes :

K€	2024	2023
Ventes réalisées par l'enseigne	16 226 603	15 618 445
Programmes de fidélisation	- 64 241	- 44 833
Redevances de franchises et autres revenus	44 922	41 676
Total chiffre d'affaires	16 207 285	15 615 289

Le chiffre d'affaires par pays se décompose comme suit :

K€	2024	2023
France	4 160 751	4 173 596
Espagne	1 767 041	1 781 582
Italie	1 460 610	1 498 382
Allemagne	1 252 735	936 346
Chine	1 250 683	1 161 996
Belgique	614 880	585 707
Pologne	578 087	504 634
Angleterre	307 764	327 892
Autres	4 814 734	4 645 153
Total chiffre d'affaires	16 207 285	15 615 289

6.2. Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles se décomposent comme suit :

K€	2024	2023
Achats de matières premières	367 192	366 762
Achats de marchandises	- 9 154 194	- 8 099 005
Variations de stocks	8 187	753 445
Dépréciation de stocks	- 50 936	- 65 707
Total achats consommés	- 8 829 752	- 8 551 395
Energie	- 113 760	- 132 650
Nettoyage et maintenance	- 143 421	- 137 009
Charges de locations	- 182 746	- 174 990
Publicité et communication	- 530 541	- 425 007
Systèmes d'information	- 327 615	- 289 576
Autres charges	- 614 308	- 622 069
Autres achats et charges externes	- 1 912 391	- 1 781 301
Total charges de personnel	- 3 255 078	- 3 102 469
Total amortissements des immobilisations et c	- 916 612	- 893 966
Taxes	- 108 116	- 101 748
Autres charges	- 61 868	- 54 380
Total des charges opérationnelles	- 15 083 817	- 14 485 258

6.3. Personnel et effectifs

6.3.1. Effectif

Les effectifs correspondent aux effectifs en équivalent temps plein comprenant les CDD, CDI et équivalents locaux dans les différents pays étrangers.

	2024	2023
Contrats à durée indéterminée	79 071	80 427
Contrats à durée déterminée	21 875	20 274
Effectif moyen sur l'exercice au 31 décembre	100 946	100 701

6.3.2. Charges de personnel

Les charges de personnel sont comptabilisées au fur et à mesure des services rendus.

Les charges de personnel s'analysent de la manière suivante :

K€	2024	2023
Salaires et traitements	2 397 849	2 284 331
Charges au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	6 167	5 654
Autres cotisations sociales	659 130	632 440
Paielements fondés sur des actions	50 235	33 666
Autres charges de personnel	141 696	146 378
Total charges de personnel	3 255 078	3 102 469

6.3.3. Avantages au personnel

Avantages du personnel à court terme

Les avantages à court terme du personnel sont comptabilisés en charges lorsque le service correspondant est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant que le Groupe s'attend à payer s'il a une obligation actuelle juridique ou implicite d'effectuer ces paiements en contrepartie de services passés rendus par le membre du personnel et que l'obligation peut être estimée de façon fiable.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies du Groupe correspondent aux indemnités de départ à la retraite versées aux salariés en France, en Suisse, en Italie et en Thaïlande.

L'obligation du Groupe au titre de ces régimes est comptabilisée au passif et évaluée selon une méthode actuarielle qui tient compte du taux de rotation des salariés, de leur espérance de vie, du taux de progression des salaires et d'un taux d'actualisation. Le calcul est réalisé selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière.

La juste valeur des actifs de régime est déduite du passif.

Le coût des services est comptabilisé en charges de personnel. Il comprend le coût des services rendus au cours de la période, le coût des services passés résultant de la modification ou de la réduction d'un régime, intégralement comptabilisé en résultat de la période au cours de laquelle il est intervenu, et les pertes et gains résultant des liquidations.

Le Groupe détermine la charge d'intérêts net sur le passif net au titre des prestations définies de la période, en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des prestations définies, au passif net, tous deux déterminés au début de l'exercice.

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies, qui comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs du régime (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif net) et, le cas échéant, la variation de l'effet du plafonnement de l'actif (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif net), sont comptabilisées en autres éléments du résultat global.

Les passifs pour régimes à prestations définies sont composés de :

K€	2024	2023
– France	41 526	40 238
– Suisse	8 565	5 567
– Italie	644	669
– Thaïlande	967	703
- Autres	1 063	458
Total des passifs pour régimes à prestations définies	52 766	47 635

Le tableau suivant réconcilie les soldes d'ouverture et de clôture du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies et de ses composantes :

France	Obligations au titre des prestations définies		Juste valeur des actifs du régime		Solde Net	
K€	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Solde au 1er janvier	56 366	44 545	-16 127	-15 723	40 238	28 822
Comptabilisés en résultat net						
Coût des services rendus au cours de la période	5 398	4 212			5 398	4 212
Coût des services passés						
Coût (produit) financier	1 855	1 730	-528	-606	1 328	1 124
Total	7 254	5 943	-528	-606	6 726	5 337
Compris dans les autres éléments du résultat global						
Perte (gain) liés à la réévaluation :						
– Écarts actuariels liés à :			274	-784	274	-784
- des hypothèses démographiques						0
- des hypothèses financières	-1 143	4 045			-1 143	4 045
- des ajustements liés à l'expérience	-4 568	3 225			-4 568	3 225
– Rendement des actifs du régime hors produits d'intérêt						
– Effet de la variation des taux de change						
Total	-5 712	7 270	274	-784	-5 438	6 486
Autres						
Impact du changement de méthode		-406			0	-406
Cotisations versées par l'employeur						
Prestations payées	-907	-985	907	985		
Total	-907	-1 392	907	985	0	-406
Solde au 31 décembre	57 001	56 366	-15 475	-16 127	41 526	40 238

Suisse	Obligations au titre des prestations définies		Juste valeur des actifs du régime		Solde Net	
K€	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Solde au 1er janvier	22 170	20 541	-15 767	-15 767	6 403	4 774
Comptabilisés en résultat net						
Coût des services rendus au cours de la période	1 926	1 590	-1 715	-1 256	211	334
Coût des services passés			112	92	112	92
Coût (produit) financier	302	399	1 954	113	2 256	512
Total	2 228	1 989	351	-1 051	2 579	938
Compris dans les autres éléments du résultat global						
Perte (gain) liés à la réévaluation :					0	0
– Écarts actuariels liés à :			-53	1 665	-53	1 665
- des hypothèses démographiques					0	0
- des hypothèses financières	2 011	1 283			2 011	1 283
- des ajustements liés à l'expérience	617	-1 964			617	-1 964
– Rendement des actifs du régime hors produits d'intérêt			-229	-326	-229	-326
– Effet de la variation des taux de change	-2 298	-1 266	1 695	1 050	-603	-216
Total	330	-1 947	1 414	2 389	1 744	442
Autres						
Impact du changement de méthode						
Cotisations versées par l'employeur	-1 600	1 213	-1 538	-1 428	-3 138	-214
Prestations payées	1 954	374	-1 954	-374	0	0
Total	354	1 587	-3 492	-1 802	-3 138	-215
Solde au 31 décembre	25 082	22 170	-17 494	-15 767	7 588	5 939

Hypothèses actuarielles et analyses de sensibilité :

Les principales hypothèses actuarielles retenues à la date de clôture sont les suivantes :

	2024		2023	
	France	Suisse	France	Suisse
Taux d'actualisation	3.45%	1.52%	3.30%	1.52%
Taux d'augmentation des salaires	3.00%	1.50%	3.00%	1.50%
Turnover	Taux de sorties réel Decathlon	1.3xLPP2020	Taux de sorties réel Decathlon	1.3xLPP2020
Age de départ en retraite	Cadres : 65	Homme : 65	Cadres : 65	Homme : 65
	Non cadres : 64	Femme : 64	Non cadres : 64	Femme : 64
Table de mortalité	TGH TGF 00 05	LPP2020gen	TGH TGF 00 05	LPP2020gen

Le taux d'actualisation est déterminé par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première qualité de maturité équivalente à la durée des engagements évalués.

À la date de clôture, des modifications raisonnablement possibles de l'une des hypothèses actuarielles pertinentes auraient affecté l'obligation au titre des indemnités de départ à la retraite des montants suivants (autres hypothèses constantes) :

Analyse de sensibilité France

France	2024		2023	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 1 %)	-6 908	8 229	-7 043	8 417

Analyse de sensibilité Suisse

Suisse	2024		2023	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 1 %)	-409	420	-392	403

6.3.4. Rémunérations à base d'actions

Les plans d'attribution d'actions gratuites destinés aux dirigeants et certains salariés du Groupe sont des plans à base d'actions réglés en trésorerie compte tenu de l'engagement de rachat des actions par le Groupe.

Le passif au titre de ces plans est évalué, initialement et à chaque clôture jusqu'au règlement, à la juste valeur des plans évaluée à la juste valeur des actions ordinaires diminuée de la valeur actualisée des dividendes estimés sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition.

Les charges et les passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions se décomposent en :

Charge au titre des plans de rémunération à base d'actions

	2024	2023
Actions gratuites	50 235	33 666
Total charges au titre des plans de rémunération à base d'actions	50 235	33 666

Passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions

	2024	2023
Provision AGA	53 504	39 773
Engagements de rachats AGA	65 339	62 841
BSPCE et AGA (Avanis)	3 870	3 262
Total passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions	122 713	105 875

Les principales caractéristiques et conditions relatives aux attributions dans le cadre de ces programmes sont les suivantes :

	Nombre d'actions gratuites / options attribuées	Date du Conseil d'Administration autorisant l'attribution	Conditions d'acquisition des droits	Date limite d'exercice
Plan AGA 2021 / 2025 +2	136 716	16/06/2021	80% TSR 5-10-15% 25% ESG	16/05/2025
Plan AGA 2021 / 2025 +4	21 517	16/06/2021	80% TSR 5-10-15% 25% ESG	16/05/2025
Plan AGA 2022/2025 +2	3 818	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2025
Plan AGA 2022/2026 +4	8 879	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2026
Plan AGA 2022/2026 +2	158 294	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2026
Plan AGA 2023/2027 +2 Equipe	165 499	23/06/2023	100% TSR 7-12-17% ESG	01/06/2027
Plan AGA 2023/2025 +2+2 NC	2 758	06/09/2023	Présence	01/06/2025
Plan AGA 2023/2025 +2+2 FO	1 726	23/06/2023	100% TSR 7-12-17% ESG	01/06/2025
Plan AGA 2023/2025 +2+2 Large	13 455	06/09/2023	100% TSR 7-12-17% ESG	01/06/2025
Plans AGA 2024/2028 2 Equipe	128 127	24/06/2024	100% TSR 5-10-15% ESG	01/06/2028
Plan AGA 2024/2026 2+2	17 211	24/06/2024	100% TSR 5-10-15% ESG	01/06/2026
Total	658 000			

*TSR: Total Shareholder Return. Il s'agit d'un critère de performance économique relatif à l'augmentation de la valeur de part.

*ESG: Environnement Social Gouvernance. Il s'agit d'un critère de performance environnemental et social.

La variation du nombre d'actions gratuites est la suivante :

	Nombre d'actions
En circulation au 31 décembre 2022	633 810
Exerçables au 31 décembre 2022	7 021
Déchues pendant la période	- 16 674
Exercées pendant la période	- 115 774
Attribuées pendant la période	176 897
En circulation au 31 décembre 2023	678 259
Exerçables au 31 décembre 2023	41 475
Déchues pendant la période	- 36 352
Exercées pendant la période	- 173 312
Attribuées pendant la période	189 405
En circulation au 31 décembre 2024	658 000
Exerçables au 31 décembre 2024	

6.3.5. Rémunération des principaux dirigeants (parties liées)

Compte tenu du caractère confidentiel de cette information, celle-ci n'est pas communiquée.

6.3.6. Résultat opérationnel non courant

Le résultat opérationnel non courant se décompose comme suit :

K€	2024	2023
Produits opérationnels non courants	59 503	524 544
Charges opérationnelles non courantes	- 57 141	- 462 774
Total Résultat opérationnel non courant	2 362	61 770

Les charges opérationnelles non courantes se composent essentiellement des valeur nettes comptables d'actifs cédés et des nouvelles dépréciations d'immobilisations. Les produits opérationnels non courants se composent essentiellement de produits de cession d'immobilisations et des reprises de dépréciations d'immobilisations.

La variation significative des produits et charges entre 2023 et 2024 s'explique essentiellement par une opération de cession-bail de 82 magasins en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne et au Portugal au cours de l'exercice 2023.

7. Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

L'endettement financier net est un des principaux indicateurs financiers suivis par le Groupe. Il comprend les emprunts et dettes financières diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie. En conséquence, le coût de l'endettement financier net correspond à l'ensemble des charges et produits financiers attachés à ces éléments, y compris l'effet des instruments dérivés utilisés à des fins de couverture de juste valeur des emprunts et dettes financières.

Pertes et gains de change

Les écarts de change sur l'ensemble des transactions en devises étrangères du Groupe sont comptabilisés en résultat financier, à l'exception des écarts de change sur créances et dettes commerciales comptabilisés en résultat opérationnel.

Charges d'intérêts

Les produits et les charges provenant des intérêts sur emprunts, dettes financières et dettes de loyers sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés

Le résultat financier inclut les variations de juste valeur des instruments dérivés tel qu'expliqué en Note 18.1.

Le résultat financier du groupe se présente ainsi :

K€	2024	2023
Coût de l'endettement financier net	- 33 813	- 32 686
Autres produits et charges financières	120 954	25 854
Total Résultat opérationnel non courant	87 140	58 540
Charges d'intérêts sur contrats de locations	- 70 794	- 65 069
Résultat financier*	16 346	123 609

*dont résultat financier lié à l'application d'IFRS 9 (+32 M€ au 31 décembre 2024 versus - 31 M€ au 31 décembre 2023) sur la ligne « résultat financier ».

Les charges d'intérêts sur contrats de locations correspondent aux charges financières liées à l'application d'IFRS 16 (voir note 10.3, contrats de locations).

8. Impôts sur le résultat

Impôt sur le résultat

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables. Ils sont comptabilisés dans le compte de résultat, sauf s'ils portent sur des éléments comptabilisés en autres

éléments du résultat global, directement en capitaux propres ou dans le cadre de regroupements d'entreprises.

Decathlon a choisi l'option de comptabiliser la CVAE en "Résultat opérationnel" et non pas en "Impôts sur les sociétés".

Impôt exigible

L'impôt exigible comprend le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Le montant de l'impôt exigible dû (ou à recevoir) est déterminé sur la base de la meilleure estimation du montant d'impôt que le Groupe s'attend à payer (ou à recevoir) reflétant, le cas échéant, les incertitudes qui s'y rattachent. Il est calculé sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible inclut également tout impôt qui provient de la déclaration de dividendes.

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont compensés à condition qu'ils remplissent certains critères.

Impôts différés

L'impôt différé est comptabilisé sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés au titre des différences temporelles déductibles et des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés. Les bénéfices futurs imposables sont évalués par rapport au renversement des différences temporelles imposables. Si le montant des différences temporelles ne suffit pas à comptabiliser l'intégralité d'un actif d'impôt différé, les bénéfices futurs imposables, ajustés du renversement des différences temporelles, sont évalués par rapport au plan d'activité de chacune des filiales du Groupe. Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est désormais plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Ces réductions sont reprises lorsque la probabilité de bénéfices futurs imposables augmente.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et rend compte, le cas échéant, de l'incertitude relative aux impôts sur le résultat.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont compensés à l'exception des impôts différés sur IFRS 16.

8.1. Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt s'élève à 321 071 K€ et se décompose ainsi :

K€	2024	2023
Charge d'impôt exigible	- 271 727	- 331 104
Taxe complémentaire Pilier2	- 18 886	-
Charge d'impôt différé	- 30 458	61 005
TOTAL	- 321 071	- 270 099

8.2. Preuve d'impôt sur le résultat

Le rapprochement entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique se présente comme suit :

K€	2024	2023
Résultat avant impôts	1 144 531	1 068 191
Taux d'imposition normatif	25,83%	25,83%
Charge d'impôt théorique	- 295 632	- 275 914
Éléments de rapprochement avec le taux effectif		
- Différence de taux d'impôt	61 935	42 751
- Incidence des crédits et autres réductions d'impôts	4 246	1 130
- Incidence des déficits fiscaux reportables non activés	- 33 163	- 19 957
- Correction sur exercices antérieurs	6 746	3 276
- Autres impôts sans base	- 52 046	- 10 113
- Différences permanentes fiscales	- 13 156	- 11 273
Charge/Produit d'impôt effectivement constaté	- 321 071	- 270 099
Contrôle	- 25 438	5 815

8.3. Ventilation des actifs (passifs) nets d'impôts différés

La variation des soldes d'impôts différés se présente comme suit :

	31/12/2023	Variations en compte de résultat	Variations en autres éléments du résultat global	Autres variations	31/12/2024
Actifs d'impôt différé liés aux déficits reportables	39 357	- 17 329		- 1 114	20 914
Impôts différés sur prestations définies	12 030	1 581	- 972	- 334	12 305
Impôts différés sur marge interne	54 470	2 270		404	57 143
Autres retraitements	77 545	- 16 979	- 18 718	- 25 562	16 285
Total impôts différés	183 401	- 30 458	- 19 690	- 26 607	106 647

8.4. Impôts différés actifs non reconnus

Au 31 décembre 2024, les reports déficitaires et crédits d'impôt non encore utilisés et n'ayant pas donné lieu à comptabilisation de montants à l'actif du bilan représentent une économie potentielle d'impôt de 188 M€ (177 M€ au 31 décembre 2023).

8.5. Incertitudes fiscales

Les entités du Groupe peuvent faire l'objet de contrôles fiscaux et, le cas échéant, de demandes de rectification de la part des administrations locales concernant l'impôt sur les sociétés. Ces demandes de rectification, ainsi que les positions fiscales incertaines identifiées non encore notifiées, donnent lieu à l'enregistrement d'un passif d'impôts à payer dont le montant est revu régulièrement conformément aux critères de l'interprétation IFRIC 23: "Incertitude relative aux traitements fiscaux".

8.6. Pilier 2

Decathlon SE en tant qu'entité mère partiellement détenue ("POPE") au sein du groupe SURHOLYMPIADES, est redevable de l'impôt complémentaire en application de la règle d'inclusion du revenu à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2024.

Cet impôt complémentaire concerne la juridiction fiscale à Singapour (montant provisionné de 18 M€ au niveau de Decathlon SE) et la juridiction fiscale en Irlande (montant provisionné 0,9 M€ au niveau de Decathlon Sports Ireland Ltd).

9. Immobilisations et contrats de location

9.1. Immobilisations incorporelles

Recherche et Développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisations incorporelles si et seulement si les dépenses peuvent être mesurées de façon fiable et le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif. Autrement, elles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Après la comptabilisation initiale, les dépenses de développement sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement à des droits d'utilisation de terrains notamment en Chine, des droits au bail non inclus dans les

droits d'utilisation IFRS 16 et des logiciels. Elles ont une durée d'utilité déterminée et sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations.

Les durées d'utilité estimées pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

- Frais de développement : 10 ans maximum
- Logiciels de type bureautique ou gros système : 4 ans maximum
- Logiciels nécessitant des frais de développement : 5 ans pour la plupart et sur 10 ans pour les logiciels les plus structurants (type ERP).

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque date de clôture et ajustés si nécessaire.

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

K€	1-janv.-24	Acquisitions	Sorties	Reclassements	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effets de la variation des taux de change	31-déc.-24		
Frais de développement	251 294	25 414	-	6 706	24 400		8 588	-	1 968	301 022	
Logiciels	48 573	51 592	-	6 568	2 749		1 937		999	99 282	
Autres immobilisations incorporelles	157 768	284	-	10 413	138		81 876		5 526	235 180	
Immobilisations incorporelles en cours	54 950	69 051	-	4	-	24 243	813	-	62	100 506	
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	512 585	146 341	-	23 690	3 045		93 214	4 496		735 990	
Amortissement frais de développement	-	186 560		6 101	-	10	-	5 266	1 386	-	211 230
Amortissement logiciels	-	34 632		6 383	-	6 775	-	1 584	95	-	47 627
Amortissement autres immobilisations incorporelles	-	41 524		3 401	-	138	-		1 401	-	44 635
Amortissement immobilisations incorporelles	-	262 717		15 886	-	6 922	-	6 850	80	-	303 492
Total valeur nette	249 868	146 341	-	7 804	-	3 877	-	42 968	86 364	4 575	432 497

K€	1-janv.-23	Acquisitions	Sorties	Reclassements	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effets de la variation des taux de change	31-déc.-23	
Frais de développement	248 770	3 417	-	180	-	1 005	-	85	376	251 294
Logiciels	52 258	7 239	-	10 700		699	-	434	-	48 573
Autres immobilisations incorporelles	172 922	68	-	8 377		25			-	157 768
Immobilisations incorporelles en cours	13 874	45 777			-	4 614	-	16	-	54 950
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	487 824	56 501	-	19 256	-	4 894	-	535	-	512 585
Amortissement frais de développement	-	155 993		110		3 291	-		-	-
Amortissement logiciels	-	38 009		9 907		128	-			-
Amortissement autres immobilisations incorporelles	-	37 584		2 357	-	1 976	-			-
Amortissement immobilisations incorporelles	-	231 587		12 375	-	46 878	3	364	1 564	-
Total valeur nette	256 237	56 501	-	6 882	-	3 452	3	-	5 491	249 868

9.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le profit ou la perte sur cession d'immobilisations corporelles est comptabilisé en résultat net.

L'amortissement est calculé selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée.

Les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

- Terrains : non applicable
- Constructions : 15 à 30 ans
- Aménagements des constructions : 2 à 30 ans
- Matériel et outillage : 2 à 10 ans
- Matériel de production : 1 à 10 ans
- Agencements : 2 à 10 ans
- Mobilier de bureau et informatique : 2 à 12 ans
- Matériel RFID : 3 à 5 ans
- Matériel de transport et convoyeur : 5 à 15 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque date de clôture et ajustés si nécessaire.

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

K€	1-janv.-24	Acquisitions	Sorties	Reclassements	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effets de la variation des taux de change	31-déc.-24
Terrains	706 440	322 -	13 528	1 594				5 341	700 169
Constructions	1 420 986	7 702 -	40 832	44 475				12 667	1 444 997
Aménagement des constructions	1 904 239	80 830 -	88 197	113 778			2 001	20 900	2 033 551
Matériel et outillage	286 904	28 822 -	25 376 -	39 126			26	8 403	259 601
Matériel de production	155 503	16 669 -	5 613	8 444			1	5 363	180 364
Agencement	380 873	100 502 -	58 279	70 632			344	4 806	498 191
Mobilier de bureau et informatique	282 000	30 115 -	28 141	23 278			1 593	0	308 846
Matériel RFID	33 331	3 008 -	3 164	2 845			34	219	36 205
Matériel de transport et convoyeur	146 610	22 400 -	13 623	76 886			23 365	2 103	257 740
Immobilisations corporelles en cours	230 583	228 621 -	1 410 -	304 834			1 049	309	154 319
Immobilisations corporelles (valeur brute)	5 547 470	518 991 -	278 164 -	2 028			27 603	60 110	5 873 984
Amortissement des constructions	- 650 015		14 486 -	1 039 -	55 493			4 274	- 696 335
Amortissement aménagement des constructions	- 1 090 871		72 561 -	4 925 -	133 968	4 -	910 -	14 138	- 1 172 254
Amortissement matériel et outillage	- 185 538		23 291	37 234 -	26 859		16 -	7 558	- 159 415
Amortissement matériel de production	- 118 375		5 159 -	1 527 -	22 726			4 415	- 141 884
Amortissement agencement	- 243 903		44 055 -	13 633 -	57 547	403	177 -	3 686	- 274 134
Amortissement mobilier de bureau et informatique	- 195 457		27 074 -	2 004 -	42 457		1 107 -	105	- 214 055
Amortissement matériel RFID	- 26 959		3 096 -	1 071 -	3 588		26 -	191	- 28 686
Amortissement matériel de transport et convoyeur	- 46 895		9 008 -	12 729 -	23 452		8 150 -	1 078	- 83 297
Provisions pour dépréciation des immobilisations	- 106 375		348	833 -	38 237	40 917		1 302	- 103 818
Amortissement immobilisations corporelles	- 2 664 387		199 077	1 139 -	404 327	41 316 -	9 948 -	36 747	- 2 873 877
Total valeur nette	2 883 083	518 991 -	79 087 -	889 -	404 327	41 316	17 655	23 363	3 000 106

K€	1-janv.-23	Acquisitions	Sorties	Reclassements	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effets de la variation des taux de change	31-déc.-23
Terrains	948 646	3 275 -	227 868	212			- 17 972	147	706 440
Constructions	1 754 739	10 661 -	299 351	22 841			- 40 417 -	27 487	1 420 986
Aménagement des constructions	1 985 327	79 528 -	177 922	84 414			- 41 129 -	25 979	1 904 239
Matériel et outillage	273 191	24 600 -	22 931	16 299			- 3 164 -	1 091	286 904
Matériel de production	141 994	15 871 -	8 106	8 984			- 289 -	2 950	155 503
Agencement	350 474	65 105 -	36 735	10 711			- 5 392 -	3 289	380 873
Mobilier de bureau et informatique	277 025	32 553 -	32 972	11 224			- 3 177 -	2 654	282 000
Matériel RFID	36 084	2 507 -	4 305	376			- 635 -	695	33 331
Matériel de transport et convoyeur	124 141	731 -	5 890	35 502			- 5 659 -	2 215	146 610
Immobilisations corporelles en cours	193 671	240 211 -	2 407 -	187 981			- 9 420 -	3 491	230 583
Immobilisations corporelles (valeur brute)	6 085 293	475 043 -	818 488	2 581			- 127 254 -	69 704	5 547 470
Amortissement des constructions	- 764 116		160 570	2 505 -	65 827		10 629	6 224 -	650 015
Amortissement aménagement des constructions	- 1 085 059		117 248 -	6 308 -	141 204 -	3	13 662	10 792 -	1 090 871
Amortissement matériel et outillage	- 183 532		21 391	5 361 -	33 174	1	3 209	1 206 -	185 538
Amortissement matériel de production	- 110 054		7 427	12 -	18 475		272	2 444 -	118 375
Amortissement agencement	- 232 021		29 338 -	2 136 -	44 527	13	3 677	1 753 -	243 903
Amortissement mobilier de bureau et informatique	- 191 786		32 634	1 213 -	41 685 -	5	2 505	1 668 -	195 457
Amortissement matériel RFID	- 28 677		4 306	6 -	3 540 -	1	477	471 -	26 959
Amortissement matériel de transport et convoyeur	- 39 093		5 696 -	267 -	14 341		904	206 -	46 895
Provisions pour dépréciation des immobilisations	- 226 868	-	21	501 -	9 524	75 952	34 854	18 731 -	106 375
Amortissement immobilisations corporelles	- 2 861 207		378 590	888 -	372 299	75 957	70 189	43 495 -	2 664 387
Total valeur nette	3 224 086	475 043 -	439 898	3 469 -	372 299	75 957 -	57 065 -	26 210	2 883 083

9.3. Contrats de location

Champ d'application IFRS 16

A la signature d'un contrat, le Groupe détermine si celui-ci constitue, ou contient, un contrat de location.

Le Groupe applique les principes de comptabilisation de la norme IFRS 16 pour l'ensemble de ses contrats de location, à l'exception des :

- baux à court terme, avec une durée de bail de 12 mois ou moins ;
- contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur (<5 000 USD), sur la valeur du bien à l'état neuf.

Pour ces exceptions, les loyers associés sont comptabilisés en charges opérationnelles. Si un contrat de location comprend des éléments non locatifs, explicitement identifiables relatifs aux services, ces éléments sont comptabilisés dans la rubrique appropriée sous les charges d'exploitation récurrentes.

Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Comptabilisation des contrats de location sous IFRS 16

Comptabilisation du droit d'utilisation

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative ajustée des paiements de location effectués à la date d'effet ou avant, plus les coûts directs initiaux encourus pour conclure le contrat, et une estimation des coûts éventuels de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat. Il est ensuite amorti conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » selon le mode linéaire à compter de la date effective de début sur la durée du contrat, correspondant à la durée d'utilisation contractuelle non résiliable de l'actif après prise en compte les options de renouvellement ou de résiliation, si leur exercice est raisonnablement certain par la direction du Groupe. Par ailleurs, le droit d'utilisation peut faire l'objet d'une dépréciation conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » dans le cadre du test de valorisation annuel, voir note 9.4.

Comptabilisation de la dette locative

La dette locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers futurs. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt implicite du contrat ou, s'il n'est pas facilement déterminable, au taux d'emprunt marginal. En l'absence de taux d'intérêt implicite dans les contrats, le Groupe applique le taux d'emprunt marginal pour le taux d'actualisation appliqué aux contrats.

Le taux d'actualisation IFRS 16 utilisé dans le calcul de la dette locative est déterminé en central et mis à jour trimestriellement par le Groupe.

La dette locative est ensuite augmentée des charges d'intérêts et diminuée des montants des loyers payés, conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif. Il est réévalué en cas de modification des loyers futurs suite à un changement d'indice ou de taux, ou, le cas échéant, en cas de réévaluation par le Groupe de l'exercice d'une option d'achat ou d'une option de résiliation.

Les paiements relatifs aux contrats de location entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 « Contrats de location » sont comptabilisés dans les flux nets de trésorerie liés aux activités de financement, dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, ventilés entre le remboursement du principal de la dette locative et le paiement des intérêts implicites (inclus dans « Intérêts financiers payés »).

Impôts différés sur les contrats de location

L'impôt différé a été comptabilisé sur les filiales conformément à l'application de la norme IAS 12 par le Groupe. Les actifs et passifs d'impôts différés ont été décompensés.

Estimation des durées de location

La norme IFRS 16 définit la durée du bail comme la période non résiliable du bail augmentée des périodes couvertes par une option de prolongation ou une option de résiliation si le preneur est raisonnablement certain d'exercer l'option de prolongation ou de ne pas exercer l'option de résiliation.

Le Groupe distingue deux catégories d'actifs sous-jacents :

- Les baux dits « immobiliers » : ils regroupent principalement les terrains et bâtiments de magasins, entrepôts, usines et bureaux. La durée d'utilisation raisonnablement certaine des actifs loués est déterminée en fonction des caractéristiques propres aux différents types d'actifs (magasins, entrepôts logistiques, bâtiments administratifs). Dans le cas de magasins loués, les caractéristiques prises en compte dans l'estimation de la durée sont la création de valeur du magasin, telle que calculée sous IAS 36, ainsi que les éventuels investissements dans le magasin.
- Les contrats de location « Autres » regroupent les véhicules et du matériel informatique. Ces contrats ont des loyers fixes, dont les options de résiliation anticipée ne sont pas raisonnablement certaines.

Les valeurs comptables des droits d'utilisation comptabilisés et les mouvements de la période sont présentés dans les tableaux suivants:

K€	1-déc.-23	Acquisitions	Sorties	Reclassements	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Hyperinflation	Mouvements de périmètres	Effets de la variation des taux de change	31-déc.-23
Immobilier brut IFRS 16	3 691 381	1 069 999	- 432 414	-	-	-	-	36 190	- 42 708	4 250 068
Non immobilier brut IFRS 16	25 434	8 690	- 10 234	-	-	-	-	2 265	- 243	21 383
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	3 716 815	1 078 689	- 442 648	-	-	-	-	38 454	- 42 951	4 271 451
Amortissements immobilier brut IFRS 16	- 994 355	-	-	-	- 532 813	95 040	-	26 639	14 918	- 1 390 572
Amortissement non immobilier brut IFRS 16	- 9 291	-	-	-	- 4 807	10 010	-	146	16	- 3 926
Impairment immobilier brut IFRS 16	- 34 682	-	-	-	- 15 550	12 780	-	11 012	2 231	- 24 209
Impairment non immobilier brut IFRS 16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement immobilisations incorporelles	- 1 038 329	-	-	-	- 553 170	117 830	-	37 797	17 165	- 1 418 707
Total valeur nette	2 678 487	1 078 689	- 442 648	-	- 553 170	117 830	-	657	- 25 786	2 852 744

K€	1-déc.-24	Acquisitions	Sorties	Reclassements	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Hyperinflation	Mouvements de périmètres	Effets de la variation des taux de change	31-déc.-24
Immobilier brut IFRS 16	4 250 068	592 888	- 427 491	-	-	-	5 002	440	14 818	4 435 725
Non immobilier brut IFRS 16	21 383	13 083	- 3 437	-	-	-	-	-	209	31 238
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	4 271 451	605 971	- 430 927	-	-	-	5 002	440	15 027	4 466 963
Amortissements immobilier brut IFRS 16	- 1 390 572	-	-	0	- 543 758	157 472	- 510	1 750	- 5 684	- 1 784 802
Amortissement non immobilier brut IFRS 16	- 3 926	-	-	-	- 5 616	2 683	-	-	64	- 6 923
Impairment immobilier brut IFRS 16	- 24 209	-	-	3 830	-	13 248	-	-	438	- 15 228
Impairment non immobilier brut IFRS 16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement immobilisations incorporelles	- 1 418 707	-	-	3 830	- 549 374	173 403	- 510	1 750	- 6 186	- 1 806 953
Total valeur nette	2 852 744	605 971	- 430 927	- 3 830	- 549 374	173 403	4 492	- 1 310	8 841	2 660 010

9.4. Tests de dépréciation

À chaque date de clôture, les valeurs comptables des immobilisations et droits d'utilisation sont examinées afin d'apprécier s'il existe une quelconque indication qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Le goodwill et les immobilisations incorporelles non inclus dans des UGT sont testées individuellement chaque année.

Pour être testés, les actifs sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie résultant de leur utilisation continue, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou UGT. Les UGT du Groupe correspondent principalement à des magasins ou d'autres sites immobiliers (terrain, entrepôt, usine).

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre valeur d'utilité et juste valeur diminuée des coûts de cession. La valeur d'utilité est évaluée par rapport aux flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de l'UGT est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net. Elles sont affectées d'abord à la réduction de la valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles affectées à l'UGT, puis à la réduction des valeurs comptables des droits d'utilisation IFRS 16 de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT.

La valeur comptable, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

1. Description des UGT pour le groupe

La norme s'applique aux différentes activités du Groupe :

- Formes de vente : magasins de plus de 24 mois ;
- Sites de production : usines ;
- Immobilier : constructions et terrains.

L'UGT qui a été retenue par le Groupe correspond principalement à des magasins.

2. Détermination des indices de pertes de valeur

La valeur recouvrable des immobilisations est testée dès l'apparition d'un indice de perte de valeur. L'indice de perte de valeur interne est une création de valeur négative sur les deux derniers exercices.

3. Pertes (reprises) de valeur comptabilisées

La valeur recouvrable d'un actif se définit comme étant la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et sa valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la cession d'un actif lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts de sortie. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.

Les flux de trésorerie après impôts sont généralement projetés sur une période de 5 ans avec prise en compte d'une valeur terminale dont les montants sont actualisés à l'infini. Les projections sont limitées à une durée finie lorsque la date de fin probable est connue, par exemple, la prochaine possibilité de sortie d'un bail pour un magasin non rentable.

4. Variation de l'année

La variation d'impairment (hors IFRS 16) du Groupe correspond à un produit de 2,6 M€. L'impairment de toutes les UGT du Groupe au 31 décembre 2024 est de 103,8 M€. La variation de l'impairment IFRS 16 est présentée dans le paragraphe 9.3.

10. Actifs financiers non courants

Les titres de participation non consolidés sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les prêts et cautionnement sont comptabilisés initialement à leur juste valeur puis au coût amorti.

Les actifs financiers non courants se décomposent comme suit :

K€	2 024	2 023
Titres de participation non consolidés	52 853	36 351
Autres actifs financiers non courants	77 909	64 789
Total actifs financiers non courants	130 762	101 140

Le montant des titres de participation non consolidés a augmenté de 17 M€ en 2024. Les variations concernent principalement les acquisitions des titres Rebike (+7M€) et Illy&Co (+5 M€), ainsi que l'augmentation de la participation dans Valiuz (+2 M€).

Les autres actifs financiers concernent principalement les dépôts (69 M€), notamment liés aux locations de magasins et entrepôts.

11. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût inclut les frais accessoires et coûts de transit jusqu'aux magasins. Les ristournes sont déduites.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur probable de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

Les stocks de composants dont l'ancienneté est supérieure à 6 mois font l'objet d'une dépréciation différente, selon que les stocks soient ou non liés à une nomenclature de produits finis :

Les stocks non liés à une nomenclature produit finis sont dépréciés à hauteur de 95%.

Parmi les stocks liés à une nomenclature, Decathlon distingue plusieurs catégories de composants :

- Les composants liés aux vélos, pour lesquels des taux de dépréciation sont appliqués selon le statut des références et leurs projections d'écoulement (taux

de dépréciation pouvant atteindre jusqu'à 100% de la valeur des stocks disponibles)

-Composants "Permanents" : présentant des taux de dépréciation progressifs selon les projections d'écoulement, pour atteindre jusqu'à 35% pour des écoulements supérieurs à 3 ans,

-Composants "Collections": présentant des taux de dépréciation progressifs selon les projections d'écoulement, pour atteindre jusqu'à 90% pour des écoulements supérieurs à 3 ans.

Concernant la dépréciation des stocks de produits finis, 2 types de dépréciations sont appliquées par le Groupe :

- Dépréciation de type 1 : la dépréciation est calculée par rapport au prix de cession ou prix de vente connu à l'avance. Si Decathlon a connaissance d'un prix de cession ou prix de vente inférieur à la valorisation du stock, une dépréciation de la différence sera appliquée.
- Dépréciation de type 2 : en plus de la dépréciation de type 1, cette dépréciation est appliquée en fonction de "l'étape de vie" du produit. Selon la typologie du produit (permanent, éphémère ou de collection limitée), un taux de décote différent sera appliqué (taux de décote propres à chaque pays après une application standard à l'ouverture).

La valeur nette des stocks est principalement constituée de :

K€	2024	2023
Valeurs brutes		
Matières premières	436 977	499 011
Encours	1 528	2 038
Produits finis	2 607 683	2 498 624
Droit de récupérer des biens retournés	44 648	32 159
Total valeur brute des stocks	3 090 836	3 031 832
Dépréciations		
Matières premières	- 25 677	- 28 411
Produits finis	- 25 080	- 35 175
Total des dépréciations	- 50 758	- 63 586
Valeur nette des stocks	3 040 078	2 968 246

12. Créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres créances opérationnelles sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis au coût amorti, qui correspondent généralement à leur valeur nominale.

Conformément à IFRS 9, le Groupe applique la méthode simplifiée dans l'évaluation des créances commerciales et reconnaît les pertes de valeur attendues sur la durée de vie de celles-ci.

Les créances sont passées en revue régulièrement afin d'identifier les éventuels risques de litiges et risques de crédit des clients.

Les créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants se décomposent comme suit :

K€	2024	2023
Créances clients	308 207	263 745
Dépréciation des créances au titre des pertes attendues	- 17 854	- 12 542
Total créances clients	290 352	251 202

K€	2 024	2 023
RFA et avances fournisseurs	66 191	58 470
TVA	208 758	187 254
Autres actifs financiers courants	162 874	214 124
Total autres créances courantes	437 823	459 848

Des informations sur les dépréciations des créances clients et l'exposition du Groupe au risque de crédit figurent en note 18.

13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie inscrit à l'actif du bilan comprend les disponibilités et les dépôts à termes de 3 mois ou plus ainsi que les autres instruments liquides et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie dont le risque de changement de valeur est négligeable et dont la maturité est de trois mois au plus au moment de leur date d'acquisition.

Ces derniers sont placés auprès de contreparties bancaires disposant d'un risque de crédit minimum noté BBB pour un montant cumulé de maximum 35% de nos encours et d'un risque minimum noté A- pour les 65% d'encours restants.

Les placements à plus de trois mois, de même que les comptes bancaires bloqués ou nantis sont exclus de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les découverts bancaires figurent en emprunts et dettes financières au passif du bilan.

La trésorerie et équivalent de trésorerie se présente ainsi :

K€	2024	2023
Comptes bancaires et caisse	1 288 110	1 416 227
Dépôts à terme	765 894	768 298
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 054 004	2 184 525

14. Capitaux propres

14.1. Capital social

Le capital social est composé d'actions ordinaires et d'actions de préférence.
Les frais d'augmentation de capital sont comptabilisés en capitaux propres.

Le capital social de Decathlon SE est constitué de :

	2024	Dont actions ordinaires	Dont actions de préférence	2023
Nombre d'actions :				
En circulation au 1er janvier	64 004 650	55 142 470	8 862 180	6 400 465
Augmentation de capital	86 152		86 152	
Multiplication du nombre d'actions				57 604 185
En circulation au 31 décembre – actions entièrement libérées	64 090 802	55 142 470	8 948 332	64 004 650

Au cours de l'exercice 2024, la décision d'augmenter le nombre d'actions Decathlon SE a été prise lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 12 Décembre 2024.

14.2. Gestion du capital

La politique de la Société consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir les activités de développement.

Par ailleurs, le financement des activités de la Société se fait principalement via l'obtention d'emprunts, de subventions, d'avances remboursables et des augmentations de capital.

15. Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite, à la date de clôture qui résulte d'un événement passé, qui engendrera probablement une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants sur la base de données historiques des garanties et en pondérant les sorties possibles en fonction de leur probabilité.

La provision pour garantie correspond à la garantie légale que le client est obligé d'acheter (conformité du produit aux spécifications convenues).

De par leur nature, les provisions se débouclent généralement à plus d'un an et sont donc intégralement considérées comme non courantes.

K€	Provision pour garantie client	Provisions pour risques fiscaux	Provisions pour litiges et autres risques	TOTAL
Solde au 31 décembre 2023	18 188	21 766	77 561	117 515
Dotations	23 451	2 891	61 569	87 910
Reprises	- 17 416	- 5 550	- 31 487	- 54 453
Reclassement	-	- 8 000	-	- 8 000
Effet de la variation des taux de change	- 11	- 624	1 950	1 316
Solde au 31 décembre 2024	24 212	10 482	109 593	144 288

16. Emprunts et dettes financières

16.1. Principaux termes et conditions des emprunts et dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées initialement à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction, qui sont ensuite évaluée au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les emprunts et dettes financières s'entendent hors dette IFRS 16 classée en dettes de loyers.

Les emprunts ne sont pas soumis à des covenants.

16.2 Emprunts et dettes financières

L'endettement financier net du Groupe est négatif et s'établit à -1 152M€ au 31 décembre 2024 contre - 1 777 M€ au 31 décembre 2023.

Il s'analyse comme suit :

K€	2024	2023
Emprunts et dettes financières courants	774 158	255 179
Emprunts et dettes financières non courants	127 102	151 514
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 2 054 004	- 2 184 525
Total	- 1 152 744	- 1 777 832

L'endettement financier net inclut les emprunts et des dettes liées aux crédits baux immobiliers qui s'élèvent à 133 M€ au 31 décembre 2024, contre 161 M€ au 31 décembre 2023. Il n'inclut pas les dettes sur loyers liées à IFRS 16 (2 884 M€ au 31 décembre 2024 contre 3 082 M€ au 31 décembre 2023) et les instruments de trésorerie nets liés à IFRS 9 (dette de 167 M€ au 31 décembre 2024).

Au 31 décembre 2024, la part des prêts à taux fixes avant couverture est de 0,54% (2% en 2023) et de 5,47% après couverture (14% en 2023). Seule la logistique France dispose d'une couverture sur taux.

Notre stratégie de financement intègre également la diversification de nos financements via une enveloppe de 1 000 M€ de billets de trésorerie.

16.3 Détail des emprunts et dettes financières

L'endettement financier net par maturité se présente comme suit :

Flux financiers contractuels en k€				
31-déc-24	Valeur comptable	moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	901 260.33	777 561 378.38	96 620 397.16	27 078 554.02
Trésorerie et équivalent de trésorerie	- 2 054 003.95	- 2 054 003.95		
Endettement Financier net	- 1 152 743.62	775 507 374.43	96 620 397.16	27 078 554.02

Flux financiers contractuels en k€				
31-déc-23	Valeur comptable	moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	406 693 314.42	257 057 387.75	68 704 149.62	80 931 775.68
Trésorerie et équivalent de trésorerie	- 2 184 524 867.87	- 2 184 524 867.87		
Endettement Financier net	- 1 777 831 553.45	- 1 927 467 480.12	68 704 149.62	80 931 775.68

Les variations des emprunts et dettes financières se décomposent comme suit :

K€	1-janv.-24	Encaissements liés aux nouveaux emprunts	Remboursement des dettes	Autres variations	31-déc.-24
Emprunts et dettes financières courants	255 179	313 565	- 13 225	218 638	774 158
Emprunts et dettes financières non courants	151 514	6 804	- 36 351	5 135	127 102
Total	406 693	320 370	- 49 575	223 773	901 260

K€	1-janv.-23	Encaissements liés aux nouveaux emprunts	Remboursement des dettes	Autres variations	31-déc.-23
Emprunts et dettes financières courants	729 287	53 894	- 533 918	5 917	255 179
Emprunts et dettes financières non courants	226 221	3 147	- 72 549	5 305	151 514
Total	955 508	57 040	- 606 467	612	406 693

17. Fournisseurs, passifs sur contrats clients, autres passifs courants

Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis au coût amorti, qui correspondent généralement à leur valeur nominale.

Les dettes fournisseurs comprennent également les dettes fournisseurs ayant fait l'objet d'affacturage inversé (« reverse factoring »). Ces créances détenues par les fournisseurs du Groupe sont cédées à des établissements financiers dans le cadre de programmes d'affacturage inversé. Ces programmes permettent aux fournisseurs de recevoir le paiement de leurs créances en anticipation des délais de paiements normaux. Du point de vue du Groupe, les caractéristiques de ces dettes n'étant pas substantiellement modifiées (notamment les délais de paiement par le Groupe), ce dernier considère que celles-ci peuvent être maintenues en dettes fournisseurs. Les flux de trésorerie afférents sont donc comptabilisés en flux opérationnels.

Les dettes fournisseurs, passifs sur contrats clients et autres passifs se décomposent comme suit :

K€	2024	2023
Total dettes fournisseurs	2 025 040	1 800 725
Dettes sociales	479 829	437 572
Dettes fiscales	339 016	329 628
Autres passifs courants (1)	401 684	376 638
Total autres passifs courants	3 245 569	1 143 837
Total	5 270 608	2 944 563

(1) Produits constatés d'avance et avances reçues principalement

18. Instruments financiers et gestion des risques

18.1. Classement et juste valeur des instruments financiers

Les niveaux dans la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1) ;
- Niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

Catégorie comptable	Niveau dans la hiérarchie de la juste valeur	Notes	2024		2023	
			Total de la valeur nette comptable	Juste valeur	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur
Titres de participation non consolidés	Juste valeur par résultat	Niveau 3	52 853	52 853	36 351	36 351
Instruments dérivés actifs non courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur -	Niveau 2	34 864	34 864	23 949	23 949
Autres actifs financiers non courants	Coût amorti	Niveau 2	77 909	77 909	64 789	64 789
Total actifs financiers non courants			165 626	165 626	125 090	125 090
Créances clients	Coût amorti	1	290 352	290 352	251 202	251 202
Instruments dérivés actifs courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur -	Niveau 2	218 353	218 353	34 635	34 635
Autres actifs financiers courants	Coût amorti	1	162 874	162 874	213 988	213 988
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti	1	2 054 004	2 054 004	2 184 525	2 184 525
Total actifs financiers courants			2 725 583	2 725 583	2 684 350	2 684 350
Total actifs			2 891 209	2 891 209	2 809 440	2 809 440
Emprunts bancaires et autres dettes financières	Coût amorti	Niveau 2	127 102	127 102	151 514	151 514
Dettes de loyers non courantes	Coût amorti	3	2 371 958		2 505 695	
Instruments dérivés passifs non courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur -	Niveau 2	3 039	3 039	5 141	5 141
Autres passifs financiers non courants	Coût amorti	1	7 216		5 513	
Total passifs financiers non courants			2 509 314	130 141	2 667 863	156 655
Emprunts bancaires et autres dettes financières	Coût amorti	Niveau 2	774 158	774 158	255 179	255 179
Dettes fournisseurs	Coût amorti	1	2 025 036	2 025 036	1 800 725	1 800 725
Dettes de loyers courantes	Coût amorti	3	512 359		576 372	
Instruments dérivés passifs courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur -	Niveau 2	83 017	83 017	124 843	124 843
Autres passifs financiers courants	Coût amorti	1	401 684	401 684	376 638	376 638
Total passifs financiers courants			3 311 553	2 799 194	2 632 275	2 055 904
Total passifs			5 820 867	2 929 335	5 300 138	2 212 560

Note 1 - La valeur nette comptable des actifs et passifs financiers courants non dérivés est jugée correspondre à une approximation de leur juste valeur.

Note 2 - La juste valeur des titres de participation non consolidés sont évalués à l'actif net comptable réévalué, déterminé à partir de paramètres internes.

Note 3 - Comme autorisé par les normes IFRS, la juste valeur de la dette locative et son niveau dans la hiérarchie des justes valeurs ne sont pas fournis.

Note 4 - Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. La juste valeur est basée sur des données de marché et des modèles d'évaluation couramment utilisés. Elle peut être confirmée dans le cas d'instruments complexes par référence à des titres cotés par des institutions financières indépendantes.

Note 5 - La juste valeur des emprunts et dettes financières a été estimée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés à un taux de marché.

18.2. Instruments dérivés

Les dérivés sont initialement évalués à la juste valeur. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations en résultant sont généralement comptabilisées en résultat.

Le Groupe désigne certains dérivés comme étant des instruments de couverture afin de couvrir l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie associée à une transaction prévue hautement probable découlant de variations des taux de change et des taux d'intérêt.

Le Groupe dispose de trois stratégies de couverture de flux de trésorerie :

- Couverture du risque de change commercial ;
- Couverture du risque de change financier ;
- Couverture du risque de taux sur les contrats de crédit-bail ;

Le Groupe désigne comme instruments de couverture du risque de change des achats et ventes à terme et des instruments optionnels vanilles (cf. Note 18.3.2). Le Groupe désigne comme instruments de couverture du risque de taux des swaps de taux (cf. Note 18.3.1).

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture de flux de trésorerie, la part efficace de la variation de la juste valeur du dérivé au titre du risque couvert est comptabilisée dans les "autres éléments du résultat global" et accumulée dans la réserve de couverture.

La part inefficace de la variation de juste valeur est directement enregistrée au compte de résultat. Le montant cumulé dans la réserve de couverture est reclassé en résultat de la ou des périodes durant lesquelles les flux de trésorerie attendus couverts impactent le résultat.

La variation de valeur temps ou du report/déport des dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est enregistrée en capitaux propres en Autres résultats et est prise dans le résultat à l'échéance du sous-jacent, conformément aux principes retenus par le Groupe.

Lorsque la couverture de flux de trésorerie ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture ou que l'instrument de couverture est vendu, arrive à maturité, est résilié ou est exercé, le Groupe cesse de pratiquer la comptabilité de couverture à titre prospectif.

Le montant cumulé en réserve de couverture au niveau des capitaux propres est :

- recyclé immédiatement en résultat si le sous-jacent n'existe plus
- recyclé au résultat au titre de la ou des périodes durant lesquelles les flux de trésorerie initialement couverts impactent le résultat net.

Lorsque le Groupe cesse d'appliquer la comptabilité de couverture à une couverture de flux de trésorerie, le montant cumulé en réserve de couverture demeure en capitaux propres, pour la couverture d'une transaction entraînant la comptabilisation d'un actif non financier, jusqu'à être inclus dans le coût de l'élément non financier lors de sa comptabilisation initiale ou, pour les autres couvertures des flux de trésorerie, jusqu'à être reclassé en résultat de la ou des périodes auxquelles les flux de trésorerie attendus couverts impactent le résultat.

18.3. Gestion des risques

Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de change, au risque de crédit et au risque de liquidité.

18.3.1. Risque de taux d'intérêt

La dette du Groupe en zone Euro est essentiellement composée de financements à taux variable.

Notre politique actuelle de la gestion du risque de taux d'intérêt est de mettre en place une couverture pour fixer le taux de financement d'un projet (ex : mécanisation d'un entrepôt).

En fixant le taux, nous fixons les flux financiers futurs de ce projet, ce qui assure également le ROI global du projet.

Le Groupe détient un contrat de crédit-bail immobilier (taux variable) avec cinq tirages qu'il couvre par cinq swaps de taux (échange de taux d'intérêts variable contre fixe) pour un nominal cumulé de 33,1 M€.

Ces swaps sont qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie exposés au risque de taux.

Il n'y a pas d'inefficacité significative concernant la couverture des risques de taux.

Nous avons également des Cross Currency Swaps sur Decathlon SE et Iguasport qui couvrent des prêts intragroupe octroyés par Decathlon SE pour un montant total de 68.05 M€.

Analyse de sensibilité au taux d'intérêt des instruments à taux variables

Une variation raisonnablement possible de 50 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une augmentation (diminution) du résultat net à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

Impact en milliers d'euros

		SENSIBILITE	
		Baisse des taux de 0,5%	Hausse des taux de 0,5%
Emprunts et Dettes Financières à taux variables au 31/12/24		3 088 378	3 694 924
	Dont OCI	3 719 501	4 563 284
	Dont P&L	-631 123	-868 360
Détails			
	CCS	2 503 134	2 265 897
	IRS	585 244	1 429 027

18.3.2. Risque de change

Le Groupe est exposé au risque de change dans la mesure où il existe une différence entre la monnaie dans laquelle sont libellés certaines ventes, achats et la monnaie fonctionnelle de chaque entité du Groupe. Les monnaies dans lesquelles ces transactions sont essentiellement libellées sont l'euro (EUR), le dollar (USD), le Yuan (RMB), le zloty polonais (PLN), la livre sterling (GBP), le lei roumain (RON), le forint hongrois (HUF) et la couronne tchèque (CZK).

Les monnaies fonctionnelles des entités du Groupe sont les devises locales des entités sauf Desipro (USD), Decathlon Cambodge (USD) et ProxyTunisie (EUR).

Les achats et ventes à terme de devise sont qualifiés de couverture. Le Groupe désigne la composante au comptant d'un contrat de change à terme ainsi que le report/déport comme élément de couverture.

Nous distinguons deux types de risque de change :

- Le risque de change commercial lié aux achats / ventes de marchandises en devises
- Le risque de change financier lié aux prêts / emprunts intra groupe libellés en devises

La politique de gestion du risque de change commercial du Groupe est de couvrir son exposition exprimée sur la base de prévisions d'achats et de ventes. Le Groupe utilise des contrats à terme et options vanilles de change pour couvrir ses expositions au risque de change. Ces contrats sont désignés en tant qu'instruments de couverture de flux de trésorerie.

Couverture de change :

Nos couvertures commerciales et financières sont réalisées sur une cinquantaine de paires de devises différentes dont les 7 principales représentent 84% du volume couvert en valeur absolue sur un total couvert de 12,4 Mds EUR équivalent :

en milliers fEUR équivalent

EURUSD	6 006 760
USDCNY	2 942 627
EURPLN	528 223
EURGBP	239 562
EURRON	311 587
EURHUF	254 189
EURCZK	242 850

Le Groupe dispose de cross-currency swaps EUR/PLN, EUR/CZK et EUR/HUF contractés par Decathlon SE pour couvrir les financements intragroupes pour un montant de 42 M€.

Dans les comptes consolidés du Groupe, ces instruments sont comptabilisés en opérations détenues à des fins de transactions (« trading »).

Nous appliquons la comptabilité de couverture sur nos actifs / passifs monétaires. La part inefficace est non significative.

Analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité est à réaliser par rapport aux monnaies étrangères, i.e. aux monnaies autres que les monnaies fonctionnelles des différentes entités du Groupe. On exclut ainsi de l'analyse de sensibilité les impacts de la conversion des états financiers des filiales en devises étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe.

Un renforcement (affaiblissement) raisonnablement possible du dollar, du Yuan et de la livre sterling par rapport aux autres devises à la date de clôture affecterait l'évaluation des instruments financiers libellés en monnaie étrangère et le résultat net à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, sont supposées rester constantes et les impacts des ventes et achats prévisionnels ont été ignorés.

Exposition nette en devise :

<i>Impact en milliers d'euros</i>	OCI	
	Hausse de 10%	Baisse de 10%
31/12/2024		
USD (variation de 10%)	603 356	-220 521
CNY (variation de 10%)	181 515	-268 531
PLN (variation de 10%)	19 919	-22 196
GBP (variation de 10%)	505	-1 646
RON (variation de 10%)	1 165	-524
HUF (variation de 10%)	8 140	-6 305
CZK (variation de 10%)	22 777	-20 263

18.3.3. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Les valeurs comptables des actifs financiers représentent l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe sont détenus auprès de contreparties bancaires et d'institutions financières de premier rang.

Le Groupe considère que sa trésorerie et équivalents de trésorerie présentent un risque quasiment nul de risque de crédit au vu des notations de crédit externes de leurs contreparties.

Créances clients et actifs sur contrats

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Cependant, le Groupe prend aussi en

considération les facteurs pouvant avoir une influence sur le risque de crédit de la clientèle, notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lesquels les clients exercent leur activité.

Au 31 décembre 2024, les dépréciations des créances concernent l'activité du retail à hauteur de 56% (dont 2.3 M€ sur la Decathlon Belgique, 2.6 M€ sur Decathlon India et 1.9 M € sur Decathlon France), et l'activité de production à hauteur de 34% (6 M€ dont 2.8 M€ sur Desipro).

Le risque est limité aux créances faisant l'objet de dépréciation.

18.3.4. Risques de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque auquel est exposé le Groupe lorsqu'il éprouve des difficultés à remplir ses obligations relatives aux passifs financiers qui seront réglés par remise de trésorerie ou d'autres actifs financiers.

L'objectif du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Les ressources de financement disponibles sont gérées de façon à garantir sur un horizon de deux ans, la couverture de notre dette financière nette "stressée", à 100% par des financements stables (lignes de crédit moyen terme confirmées avec des maturités conformes aux échéances prévues).

Le stress test s'entend par une baisse de 30% de l'EBITDA sur les 24 mois à venir.

Dans le respect des législations locales en vigueur, la trésorerie disponible des filiales du Groupe est remontée au niveau de la maison-mère via l'intégration à un cashpooling.

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers à la date de clôture s'analysent comme suit. Les montants, exprimés en données brutes et non actualisées, comprennent les paiements d'intérêts contractuels.

La stratégie de financement intègre également la diversification de nos financements :

- Une enveloppe de 1 000 M€ de billets de trésorerie.

2024		Flux financiers contractuels en k€			
Emprunts et dettes financières	Valeur comptable	Total	moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	901 260	901 260	778 539	96 620	26 101
Passifs liés aux avantages du personnel	655 308	655 308	488 869	122 872	43 567
Autres passifs financiers	601 214	601 214	594 109	7 105	
Dettes fournisseurs	2 025 036	2 025 036	2 025 036		
Total passifs financiers*	4 182 819	4 182 819	3 886 553	226 598	69 668
Instruments dérivés adossés à dette sur CBI					

2023		Flux financiers contractuels en k€			
Emprunts et dettes financières	Valeur comptable	Total	moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	406 693	406 693	257 057	68 704	80 932
Passifs liés aux avantages du personnel	591 082	591 082	468 967	80 701	41 415
Autres passifs financiers	590 525	590 525	585 020	5 505	
Dettes fournisseurs	1 800 725	1 800 725	1 800 725		
Total passifs financiers*	3 389 025	3 389 024	3 111 768	154 909	122 347
Instruments dérivés adossés à dette sur CBI		- 38 908			

* Hors produits constatés d'avance et provisions retour clients.

Le poste "autres passifs financiers" comprend notamment la TVA à payer (252 M€) et les clients créditeurs liés aux ventes Ecommerce (222 M€).

19. Transactions avec les parties liées

Transactions avec l'entité mère du groupe

En 2024, il n'y a pas eu de transaction significative avec l'entité mère du groupe, hormis le versement de dividendes.

Transactions avec les sociétés mises en équivalence

En 2024, aucune transaction significative n'est intervenue entre Decathlon et les sociétés mises en équivalence.

20. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan significatifs sont présentés ci-dessous :

Engagements reçus

M€	2023	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Immobiliers" reçus				
Contrats de location (1)	25	7	12	6
Engagements "Financiers" reçus				
Options de change et autres engagements reçus (2)	1 314	435	879	
Lignes de financement CT	117	111	6	
Lignes de financement MT	1 109	470	639	
Lignes de garantie bancaire	20			20
Total	2 585	1 023	1 535	26

Engagements donnés

M€	2023	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Autres" donnés				
Autres engagements donnés	36	32	3	1
Total	36	32	3	1

Engagements réciproques

M€	2023	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Production" / "Appro" réciproques				
Commandes fermes et engagements de capacités	164	122	41	1
Engagements partenariats	32	10	22	
Stocks consignés	14	14		
Make-to-Stock (3)	47	43	3	
Engagements "Financiers" réciproques				
Couverture de change (2)	4 187	3 938	250	
Swaps de taux (2)	123	44	6	74
Total	4 568	4 171	323	75

<u>Engagements reçus</u>				
M€	2024	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Immobiliers" reçus				
Contrats de location (1)	26	9	11	6
Engagements "Financiers" reçus				
Options de change et autres engagements reçus (2)	2 239	1 486	753	
Lignes de financement CT	135	135		
Lignes de financement MT	1 174	244	930	
Lignes de garantie bancaire	21			21
Total	3 594	1 874	1 694	27
<u>Engagements donnés</u>				
M€	2024	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Autres" donnés				
Autres engagements donnés	42	14	27	1
Total	42	14	27	1
<u>Engagements réciproques</u>				
M€	2024	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Production" / "Appro" réciproques				
Commandes fermes et engagements de capacités	64	54	11	
Engagements partenariats	23	9	14	
Stocks consignés	34	34		
Make-to-Stock (3)	41	41		
Engagements "Financiers" réciproques				
Couverture de change (2)	4 373	3 790	582	
Swaps de taux (2)	125	32	56	37
Total	4 661	3 960	663	37

- (1) Concerne essentiellement le périmètre immobilier France;
- (2) Make-to-Stock, correspondant au stock disponible chez les fournisseurs du Groupe, sur lesquels il existe un engagement de rachat;
- (3) Évalués à la juste valeur pour la partie gérée par la trésorerie groupe (reliquat non significatif).

Les engagements immobiliers reçus correspondent principalement aux loyers à recevoir jusqu'à la prochaine échéance de résiliation du bail de nos locataires externes. Ces engagements concernent principalement Decathlon en France.

Les engagements financiers reçus correspondent aux lignes de crédit court terme et moyen terme et lignes de garantie bancaire négociées auprès des organismes financiers ainsi qu'aux dérivés optionnels souscrits auprès de nos partenaires bancaires dans le cadre des couvertures du risque de change.

Les autres engagements donnés concernent principalement la centrale d'achat (contrats consultants ainsi que des partenariats) et la promesse d'achat des titres E2Drives.

Les engagements réciproques de production concernent principalement les contrats de réservation des lignes de production, les engagements de capacité, les contrats d'outillage auprès de nos partenaires de production, ainsi que les engagements de rachat de stock auprès des fournisseurs du Groupe.

Les engagements réciproques financiers correspondent aux instruments dérivés de change souscrits auprès de nos partenaires bancaires dans le cadre des couvertures du risque de change et des taux.

21. Honoraires des commissaires aux comptes

A fin décembre 2024, le montant des honoraires versés par le Groupe à ses commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes individuels et consolidés s'élève à 4.3 M€ contre 4 M€ à fin 2023.

A fin décembre 2024, le montant des honoraires d'audit de missions autres que la certification des comptes s'élève à 0.8 M€ versus 0.6 M€ à fin décembre 2023.